

COUR D'ARBITRAGE

F. 93 — 224

[C — 21026]

Arrêt n° 4/93 du 21 janvier 1993

Numéro du rôle : 346

En cause : le recours en annulation partielle du décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, introduit par le Conseil des ministres..

La Cour d'arbitrage, composée du président D. André et du juge faisant fonction de président F. Debaedts, et des juges K. Blanckaert, H. Boel, L. François, P. Martens et Y. de Wasseige, assistée du greffier H. Van der Zwalmen, présidée par le président D. André,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet de la demande*

Par requête du 10 décembre 1991 adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 11 décembre 1991 et reçue au greffe le 12 décembre 1991, le Conseil des ministres, représenté par le Premier ministre, dont le cabinet est établi rue de la Loi 16, à 1000 Bruxelles, demande l'annulation, dans le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse, publié au *Moniteur belge* du 12 juin 1991 :

1. à l'article 15, alinéa 1er, des mots « ou judiciaire »;
2. à l'article 16, alinéa 2, des mots « de plus de douze ans »;
3. de l'article 17, dernier alinéa;
4. à l'article 18, alinéa 2, des mots « âgé de plus de quatorze ans » et « crime ou délit »;
5. de l'article 37, alinéa 1er;
6. de l'article 38, § 4, dernier alinéa;
7. à l'article 62, § 9, des mots « en ce compris les enfants des personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie ».

II. *La procédure*

Par ordonnance du 12 décembre 1991, le président en exercice a désigné les juges du siège conformément aux articles 58 et 59 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage.

Les juges-rapporteurs ont estimé n'y avoir lieu en l'espèce de faire application des articles 71 et suivants de la présente loi spéciale.

Le recours a été notifié conformément à l'article 76 de la loi susdite par lettres recommandées à la poste le 8 janvier 1992 remises aux destinataires les 9 et 10 janvier 1992.

L'avis prescrit par l'article 74 de la loi spéciale susdite a été publié au *Moniteur belge* du 15 janvier 1992.

Par ordonnance du 19 février 1992, rendue sur requête de l'Exécutif de la Communauté française, le président I. Pétry a prorogé jusqu'au 9 mars 1992 inclus le délai imparti audit Exécutif pour adresser un mémoire.

L'Exécutif de la Communauté française, représenté par son ministre de l'Enseignement, dont le cabinet est établi à 1040 Bruxelles, rue du Noyer 211, a introduit un mémoire par lettre recommandée à la poste le 6 mars 1992.

Copie de ce mémoire a été transmise conformément à l'article 89 de la loi organique par lettre recommandée à la poste le 13 mars 1992 et remise au destinataire le 16 mars 1992.

Le Conseil des ministres a introduit un mémoire en réponse par lettre recommandée à la poste le 15 avril 1992.

Par ordonnance du 25 mai 1992, la Cour a prorogé jusqu'au 11 décembre 1992 le délai dans lequel l'arrêt doit être rendu.

Par délibération du 15 septembre 1992, la Cour a décidé que suite à l'admission à la retraite du président I. Pétry et l'accession à la présidence de J. Wathelet, le juge Y. de Wasseige prendra au siège la place attribuée à l'origine au juge J. Wathelet.

Par ordonnance du 27 octobre 1992, la Cour a déclaré l'affaire en état et a fixé l'audience au 26 novembre 1992.

Cette ordonnance a été notifiée aux parties, et celles-ci et leurs avocats ou représentant ont été avisés de la date de l'audience par lettres recommandées à la poste le 28 octobre 1992 remises aux destinataires les 29 et 30 octobre 1992.

Par suite de l'admission à la retraite du président J. Wathelet en date du 19 novembre 1992, le juge D. André remplit les fonctions de président; par ordonnance du 26 novembre 1992, le juge F. Debaedts, faisant fonction de président en exercice par suite de l'empêchement du président J. Delva, a désigné le juge P. Martens pour compléter le siège, et a constaté que le juge Y. de Wasseige remplace le juge D. André en qualité de rapporteur.

A l'audience du 26 novembre 1992 :

- ont comparu :
 - . le Conseil des ministres, représenté par M. Bertrand, conseiller à la Chancellerie du Premier ministre et par L. De Leebeeck, conseiller juridique adjoint au ministère de la Justice;
 - . l'Exécutif de la Communauté française, représenté par Me M. Uyttendaele et Me Ph. Coenraets, avocats du barreau de Bruxelles;

— les juges Y. de Wasseige et H. Boel ont fait rapport;

— M. Bertrand et les avocats précités ont été entendus;

— l'affaire a été mise en délibéré.

La procédure s'est déroulée conformément aux articles 62 et suivants de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, relatifs à l'emploi des langues devant la Cour.

III. *En droit*

Le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 et ses dispositions attaquées

Le décret du 4 mars 1991 traite de l'aide à la jeunesse dans la Communauté française.

Le titre Ier comporte un certain nombre de définitions et fixe le champ d'application du décret.

Le titre II est consacré aux droits des jeunes, dont il précise les garanties générales dans un chapitre Ier et, dans un chapitre II, celles bénéficiant aux jeunes qui font l'objet d'une mesure de placement; dans ce chapitre, sont attaqués les articles 15, alinéa 1er, 16, alinéa 2, 17, alinéa final, et 18, alinéa 2.

Les titres III et IV sont consacrés aux rôle et composition respectivement du conseil d'arrondissement et du conseil communautaire de l'aide à la jeunesse.

Le titre V instaure, pour chaque arrondissement, un conseiller et un directeur de l'aide à la jeunesse, dont il précise les tâches.

Le titre VI, consacré aux mesures d'aides, précise, en son chapitre Ier, celles relevant de la compétence du conseiller, et détermine, en son chapitre II, les compétences du tribunal de la jeunesse relatives à l'aide à la jeunesse; dans ce chapitre II, sont attaqués les articles 37, alinéa 1er, et 38, § 4, alinéa 2.

Le titre VII est consacré aux mesures d'aide aux enfants abandonnés.

Le titre VIII est consacré à l'agrément, respectivement des services non résidentiels et résidentiels (chapitre Ier) et des organismes d'adoption (chapitre II) ainsi qu'aux subventions.

Les titres IX à XIII contiennent des dispositions respectivement générales, financières, pénales, modificatives, abrogatoires et transitoires; dans l'article 62, constituant le titre XII, le § 9 est attaqué.

Le titre XIV règle la date d'entrée en vigueur du décret.

— A —

La requête

A.1. Selon le requérant, l'article 5, § 1er, II, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 serait violé :

en son a), par l'article 37, alinéa 1er, du décret en tant qu'il a trait à la capacité juridique du jeune, matière réglée par le Code civil et les lois qui le complètent;

en son c),

— par l'article 15, alinéa 1er, en tant qu'il conditionne l'adoption d'une décision judiciaire de transfert à un rapport circonstancié et règle ainsi les modalités d'instruction d'une affaire;

— par l'article 37, alinéa 1er, en tant qu'il octroie un droit d'action à certaines personnes;

— par l'article 38, § 4, alinéa final, en tant qu'il règle la procédure d'homologation devant le tribunal de la jeunesse;

— par l'article 62, § 9, en tant qu'il affecte la compétence nationale de fixation des conditions et de la procédure en matière de déchéance de l'autorité parentale;

— par l'article 17, alinéa final, en tant qu'il prévoit la communication, à l'avocat du jeune, des conclusions des rapport et étude sociale, sur base desquelles il peut demander la révision de la mesure devant le tribunal

lesquels articles, chacun pour ce qui les concerne, régleraient la procédure devant les tribunaux de la jeunesse.

en son d), par les articles 16 et 18 du décret en tant que ces articles toucheraient à la détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction, soit que ces articles (16 et 18) précisent l'âge du mineur à partir duquel telle mesure peut être adoptée, soit qu'il (l'article 18) détermine le type d'infraction pour lequel telle ou telle mesure peut être adoptée;

en son e), par l'article 62, § 9, du décret en ce qu'il réglerait la matière de la déchéance de l'autorité parentale.

Les mémoires

En ce qui concerne l'article 15

A.2.a. L'Exécutif de la Communauté française, à titre principal, analyse le rapport circonstancié prévu par cette disposition comme constituant non pas une règle de procédure mais bien une condition à l'exercice de la compétence matérielle des magistrats de la jeunesse; les Communautés pouvant désormais régler la compétence matérielle des juridictions de la jeunesse, cette disposition ne serait pas entachée d'excès de compétence.

Subsidiairement, à supposer que la Cour considère qu'il s'agit d'une règle de procédure, l'Exécutif soutient que les conditions d'application de l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, tel que modifié le 8 août 1988, sont réunies en l'espèce et s'en réfère à la jurisprudence de la Cour y relative.

Selon lui, l'exigence d'un rapport circonstancié, qui vise à accroître les droits du mineur en Communauté française, ne serait pas, d'une part, un domaine qui requiert un traitement homogène au niveau national et n'aurait, d'autre part, qu'une incidence marginale sur les règles de la procédure, puisque le déroulement ultérieur de celle-ci, une fois le rapport déposé, ne s'en trouverait pas modifié; enfin, la disposition, visant à assurer un plus grand contrôle des transferts entre institutions, serait nécessaire à l'exercice de la compétence communautaire en matière de protection de la jeunesse.

A.2.b. Le Conseil des ministres conteste quant à lui l'analyse qui est faite, à titre principal, de l'article 15 du décret, considérant que cette disposition ne touche pas la compétence matérielle des tribunaux de la jeunesse; par ailleurs, il soutient que la réserve de compétence au bénéfice de l'Etat central faite par le législateur spécial concernant les règles de procédure excluerait précisément un tel traitement différencié et que, par ailleurs, la nécessité d'un empiètement par la Communauté sur cette réserve de compétence ne serait pas établie.

La raison d'être de cette disposition étant (cf. travaux préparatoires) « de mettre fin à la pratique illégale de transferts disciplinaires déguisés, organisés par des services résidentiels parfois même à l'insu de l'autorité de placement », l'intervention du législateur communautaire dans la procédure judiciaire ne serait pas nécessaire à la réalisation de cet objectif.

En ce qui concerne l'article 16

A.3.a. L'Exécutif de la Communauté française rappelle tout d'abord la compétence de principe des Communautés en matière de protection de la jeunesse et la nécessité, selon lui, d'interpréter dès lors restrictivement les exceptions à cette compétence. Il conteste que la condition d'âge (plus de 12 ans) ait pour objet de déterminer des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction : selon lui, cette condition ne dénature nullement la mesure du placement et ne la supprime pas davantage puisqu'elle reste susceptible d'être appliquée dans une institution privée; cette condition d'âge devrait être considérée comme étant plutôt une condition d'accès aux institutions de placement qu'une modalité d'une mesure de placement. Dans cette lecture, l'article 16 relèverait donc de la compétence de la Communauté.

A supposer que la Cour ne suive pas cette thèse, l'Exécutif de la Communauté française considère, à titre subsidiaire, que l'on se trouve également, en l'espèce, dans les conditions d'application de l'article 10.

A.3.b. Le Conseil des ministres conteste cette lecture de l'article 16; selon lui, l'âge à partir duquel une mesure peut être appliquée constitue un élément de la mesure et il s'en réfère à un arrêt de la Cour (n° 2/92) selon lequel le législateur national est resté compétent pour définir le contenu des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction; de la même façon que la durée constitue un élément du contenu de ces mesures, il en va de même pour l'âge à partir duquel une mesure peut être appliquée. Selon lui, « imposer des limites quant à l'âge à partir duquel une mesure peut être appliquée est précisément une dénaturation de cette mesure » et constitue, à ce titre, un excès de compétence.

Par ailleurs, le Conseil des ministres conteste qu'il puisse être fait application des pouvoirs implicites : l'incidence d'un tel empiètement ne serait pas marginal puisque les mesures prises à l'égard d'un mineur de moins de 12 ans ne pourraient plus être exécutées que dans un établissement privé, sans que l'Exécutif n'établisse en quoi cette considération d'âge est nécessaire pour l'organisation des institutions de placement.

En ce qui concerne l'article 17, dernier alinéa

A.4.a. Selon l'Exécutif de la Communauté française, la transmission à l'avocat du jeune des conclusions du rapport médico-psychologique, base éventuelle d'une demande de révision, ne peut être considérée comme constituant une règle de procédure puisque, à ce moment, le tribunal de la jeunesse n'est pas encore saisi et que, par hypothèse, le tribunal n'a pas sollicité les conclusions de ce rapport.

A.4.b. Le Conseil des ministres conteste cet argument chronologique invoquant, « que la mesure de placement ordonnée par le juge peut être une mesure provisoire se situant dans la phase préparatoire au jugement définitif et que dès lors les pièces transmises pendant cette période doivent être considérées comme des pièces de procédure ». Les Communautés ne pourraient, par ailleurs, assurer le respect des droits de la défense en réglant la procédure visant les juridictions de la jeunesse.

En ce qui concerne l'article 18

A.5.a. L'Exécutif de la Communauté française s'en réfère essentiellement à l'argumentation soutenue quant à l'article 16, répétant que la fixation d'une condition d'âge (plus de 14 ans) et la précision du type d'infraction (crime ou délit) sont à considérer comme des conditions d'accès aux institutions publiques, répondant à un projet pédagogique précis, et non pas comme la détermination de mesures pouvant être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction.

A.5.b. Le Conseil des ministres s'en réfère également à la réponse formulée quant à l'article 16.

En ce qui concerne l'article 37, alinéa 1er

A.6.a. Selon l'Exécutif de la Communauté française, l'octroi du droit d'ester en justice à un mineur de plus de 14 ans, en tant qu'il élargit la compétence *ratione personae* des tribunaux de la jeunesse, rentre dans le cadre de la compétence de principe des Communautés en la matière telle que rappelée ci-dessus. Par ailleurs, il conteste que la réglementation de la capacité d'agir en justice relève exclusivement du Code civil; en toute hypothèse, l'empiètement par les Communautés sur la compétence nationale serait ponctuel, marginal et nécessaire et pourrait, selon l'Exécutif, être couvert par le recours à l'article 10 de la loi spéciale.

A.6.b. Le Conseil des ministres conteste quant à lui que les conditions d'application de l'article 10 de la loi spéciale soient réunies en l'espèce, s'en référant à l'argumentation développée subsidiairement à l'article 15.

En ce qui concerne l'article 38, § 4, dernier alinéa

A.7.a. L'Exécutif de la Communauté française rappelle sa compétence de principe en matière de détermination des compétences matérielles des juridictions de la jeunesse et relève, en outre, l'arrêt de la Cour n° 40/91 reconnaissant aux Communautés la compétence de fixer un terme aux mesures qui peuvent être prises par les tribunaux de la jeunesse; il répète qu'en toute hypothèse, les conditions d'application de l'article 10 sont réunies en l'espèce, s'en référant également à l'argumentation développée au sujet de l'article 15.

A.7.b. Le Conseil des ministres s'en réfère quant à lui à sa requête initiale.

En ce qui concerne l'article 62, § 9

A.8.a. L'Exécutif de la Communauté française rappelle le caractère général (à l'égard de tous les jeunes « quels qu'ils soient ») de sa compétence en matière de protection de la jeunesse et relève « qu'on peut raisonnablement se demander pourquoi le décret ne pourrait supprimer, à l'égard des enfants dont les parents font l'objet d'une procédure de déchéance de paternité, des mesures qui l'ont été à l'égard des autres jeunes »; par ailleurs, l'Exécutif de la Communauté française craint qu'en suivant la thèse du Conseil des ministres il suffirait aux juridictions judiciaires de mettre en oeuvre une procédure de déchéance de l'autorité parentale pour faire obstacle à l'application de la législation communautaire, ce qui violerait, selon l'Exécutif, le principe de proportionnalité dans l'exercice des compétences tel que dégagé par la Cour.

A.8.b. Quant à cette disposition également, le Conseil des ministres s'en réfère à sa requête initiale.

— B —

B.1. Selon l'article 59bis, § 2bis, de la Constitution, les Communautés règlent, chacune pour ce qui la concerne, les matières personnalisables qui sont arrêtées par une loi adoptée à une majorité spéciale.

L'article 5, § 1er, II, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, modifié par la loi du 8 août 1988, mentionne au titre des matières personnalisables :

« 6° La protection de la jeunesse, en ce compris la protection sociale et la protection judiciaire, à l'exception :

a) des règles du droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille, telles qu'elles sont établies par le Code civil et les lois qui le complètent;

b) des règles de droit pénal érigeant en infraction les comportements qui contreviennent à la protection de la jeunesse et établissant des peines qui punissent ces manquements, en ce compris les dispositions qui ont trait aux poursuites, sans préjudice de l'article 11;

c) de l'organisation des juridictions de la jeunesse, de leur compétence territoriale et de la procédure devant ces juridictions;

d) de la détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction;

e) de la déchéance de l'autorité parentale et de la tutelle sur les prestations familiales ou autres allocations sociales. »

Quant aux dispositions attaquées

En ce qui concerne l'article 15

B.2.a. L'article 15 du décret du 4 mars 1991 dispose comme suit :

« Toute décision de transfert d'un jeune d'un service résidentiel à un autre est prise par l'autorité administrative ou judiciaire qui a procédé au placement. La décision est prise sur le vu d'un rapport circonstancié dont une copie est adressée également à l'administration compétente.

Le transfert d'un jeune bénéficiant de l'aide visée à l'article 7, alinéa 1er, ne peut, sauf pour des raisons médicales ou de sécurité, être effectué qu'après accord des personnes visées à la même disposition.

Sauf en cas d'urgence, le jeune est informé de manière adéquate des motifs du transfert et des caractéristiques de son nouveau milieu d'accueil. »

B.2.b. Selon le Conseil des ministres, l'alinéa 1er, en ce qu'il prévoit que l'autorité judiciaire qui transfère un jeune d'un service résidentiel à un autre ne peut le faire que sur le vu d'un rapport circonstancié, ferait de ce rapport une pièce de procédure et fixerait ainsi une modalité d'instruction de l'affaire; ce faisant, il violerait l'article 5, § 1er, II, 6°, *littera c*, de la loi spéciale du 8 août 1980 en vertu duquel la procédure devant les tribunaux de la jeunesse continue à relever de la compétence du législateur national.

B.3.a. Aux termes de la nouvelle disposition de l'article 5, § 1er, II, 6°, de la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, la protection de la jeunesse comprend aussi bien la protection judiciaire que la protection sociale.

D'après cette disposition, les Communautés, sans préjudice des *litterae d*) et *e*), peuvent déterminer les mesures de protection de la jeunesse et, dans l'exercice de ces compétences, modifier la compétence matérielle des juridictions de la jeunesse.

B.3.b. Aux termes des travaux préparatoires du décret (*Doc. C.C.F.*, (1990-1991), n° 165/1, p. 17), la raison d'être de la disposition attaquée est « de mettre fin à la pratique illégale de transferts disciplinaires déguisés, organisés par des services résidentiels parfois même à l'insu de l'autorité de placement ». En exigeant la rédaction d'un rapport circonstancié devant être pris en considération par l'autorité qui décide le transfert, le législateur veut s'assurer que « le placement d'un jeune dans un autre service d'hébergement plus adéquat s'avère préférable au vu des circonstances de l'espèce (*ibidem*) ».

Les Communautés, dans la mise en oeuvre des compétences visées sous B.3.a, peuvent inclure le respect de conditions de fond tirées, notamment, de l'intérêt du jeune; il en résulte qu'en l'espèce, le législateur décréte peut valablement subordonner une décision de transfert d'un service résidentiel à un autre au constat, par le tribunal de la jeunesse, de son bien-fondé compte tenu des circonstances propres à chaque dossier.

B.4.a. Toutefois, en prévoyant que les motifs justifiant la demande de transfert sont exposés dans un rapport circonstancié rédigé par le service résidentiel que devrait quitter le jeune, le législateur décréte, en retenant une forme d'investigation précise, limite les modes d'établissement de la condition de fond précitée et règle, ce faisant, la procédure devant le tribunal de la jeunesse, laquelle, en vertu de l'article 5, § 1er, II, 6, c, de la loi spéciale du 8 août 1980, relève de la compétence du législateur national.

B.4.b. Conformément à l'article 10 de la loi spéciale du 8 août 1980, les Communautés peuvent, dans la mesure nécessaire à l'exercice de leur compétence, régler une matière qui relève en principe de la compétence de l'Etat en vertu d'une réserve expresse formulée dans la loi — ce qui est le cas en l'espèce — ou sur la base de sa compétence résiduaire. Pour être compatible avec le régime des compétences exclusives institué par la loi spéciale, le recours à l'article 10 de cette loi n'est cependant admissible qu'à la double condition que la matière réservée se prête à un règlement différencié et que l'incidence sur cette matière réservée ne soit que marginale.

L'article 15, alinéa 1er, du décret, en tant qu'il subordonne à la rédaction d'un rapport la décision judiciaire de transfert d'un jeune d'un service résidentiel à un autre, demeure dans le cadre d'application de l'article 10.

Le législateur décréte a pu estimer que cette disposition, pour les motifs évoqués sous B.3.b, était nécessaire à l'exercice de sa compétence. Par ailleurs, l'incidence sur la procédure devant le tribunal de la jeunesse doit être considérée comme marginale, aucun élément essentiel de celle-ci n'étant affecté par la disposition communautaire.

En effet, l'article 15 ne limite en rien le pouvoir d'appréciation du juge quant à l'opportunité d'un transfert. Il impose uniquement la rédaction d'un rapport, préalablement à toute décision de transférer un jeune d'un service résidentiel à un autre. Il ne vise pas les transferts qui se feraient au départ ou à destination d'établissements appartenant au groupe des institutions publiques.

En conséquence, l'article 15, alinéa 1er, n'est pas entaché d'excès de compétence.

En ce qui concerne les articles 16 et 18

B.5.a. L'article 16 du décret dispose quant à lui :

« L'Exécutif fixe le règlement général du groupe des institutions publiques. Un exemplaire du règlement général et du règlement particulier à l'institution est remis à chaque jeune lors de son admission.

L'accès aux institutions visées à l'alinéa 1er est réservé aux jeunes de plus de douze ans qui, poursuivis pour des faits qualifiés infraction, font l'objet d'une mesure de placement prise en exécution de l'article 37, 4°, de l'article 41 ou de l'article 49 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Le groupe des institutions publiques ne peut refuser d'accepter un jeune placé en application de l'alinéa 2 pour un motif autre que l'absence de place. »

L'article 18 dispose quant à lui comme suit :

« L'accueil en milieu fermé ne peut être confié qu'à un établissement faisant partie du groupe des institutions publiques.

Cet accueil est réservé au jeune âgé de plus de quatorze ans poursuivi pour un fait qualifié crime ou délit et placé en exécution d'une décision judiciaire prescrivant expressément un tel placement.

L'Exécutif donne les moyens à l'institution concernée d'assurer ses fonctions pédagogiques et éducatives. »

B.5.b. Selon le Conseil des ministres, l'article 5, § 1er, II, 6, *d*), qui réserve au législateur national « la détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction », serait violé :

— par l'article 16, alinéa 2, du décret, en ce que, en réservant l'accès au groupe des institutions publiques aux jeunes de plus de douze ans, il limiterait la portée de l'article 37, 4°, de la loi du 8 avril 1965 et réglerait un aspect essentiel de la mesure, à savoir la catégorie d'âge à laquelle elle est susceptible de s'appliquer;

— par l'article 18, alinéa 2, en ce que, en réservant l'accueil en milieu fermé dans les institutions publiques de la Communauté française aux mineurs âgés de plus de quatorze ans ayant commis un fait qualifié crime ou délit, il réglerait deux aspects essentiels de la mesure, à savoir la catégorie d'âge à laquelle elle s'applique et le type d'infraction commis par le mineur.

B.6. En vertu de l'article 5, § 1er, II, 6°, *d*), de la loi spéciale du 8 août 1980, tel qu'il a été modifié par la loi spéciale du 8 août 1988, l'autorité nationale est demeurée compétente, en matière de protection judiciaire de la jeunesse, pour ce qui concerne « la détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction », ce qui implique que c'est elle qui définit le contenu de ces mesures ainsi que les conditions auxquelles elles peuvent être prises.

Constituent des éléments de cette détermination, notamment, la fixation de l'âge à partir duquel ces mesures peuvent être appliquées et le choix des catégories d'infractions qui les justifient. Les articles 16, alinéa 2, et 18, alinéa 2, du décret attaqué, en ce qu'ils déterminent ces deux éléments, règlent une matière qui relève de la compétence du seul législateur national. Dans cette mesure, ils sont donc entachés d'excès de compétence.

B.7. Le moyen étant fondé, il convient d'annuler, à l'article 16, alinéa 2, les mots « de plus de douze ans » et, à l'article 18, alinéa 2, les mots « âgé de plus de quatorze ans » et « pour un fait qualifié crime ou délit ».

En ce qui concerne l'article 17

B.8.a. L'article 17 du décret dispose comme suit :

« Tout jeune confié pour une période excédant quarante-cinq jours au groupe des institutions publiques fait l'objet d'un rapport médico-psychologique établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution qui l'accueille.

L'Exécutif fixe la composition de l'équipe pluridisciplinaire. Il détermine également les rubriques que doit comprendre le rapport médico-psychologique.

Ce rapport est communiqué dans les septante-cinq jours après la date de la prise en charge à l'autorité de placement et à l'administration compétente. Des rapports trimestriels le complètent.

Tout jeune confié pour une période excédant quarante-cinq jours au groupe des institutions publiques, fait l'objet d'une étude sociale effectuée par la section sociale du service de protection judiciaire. L'Exécutif détermine les rubriques que doit comprendre l'étude sociale.

Cette étude est communiquée dans les septante-cinq jours après la date de prise en charge à l'autorité de placement, à l'institution et à l'administration compétente. Des études trimestrielles la complètent.

L'avocat du jeune reçoit les conclusions du rapport médico-psychologique et de l'étude sociale sur la base desquelles il peut solliciter une révision de la mesure. »

B.8.b. Selon le Conseil des ministres, le sixième alinéa de cette disposition « équivaut en fait à une règle de procédure », laquelle ne peut être prise que par le seul législateur national en vertu de l'article 5, § 1er, II, 6°, c), de la loi spéciale du 8 août 1980.

B.9. Selon les travaux préparatoires du décret (*Doc. C.C.F.*, (1990-1991), n° 165/1 (exposé des motifs), p. 18), « il importe de veiller à ce que le placement de chaque jeune soit justifié notamment au regard de sa personnalité. C'est pourquoi un rapport médico-psychologique doit être établi par l'équipe pluridisciplinaire de l'institution afin de détecter tout placement inadapté dont les effets seraient contraires au but recherché. ... Par identité de motif, il est également prévu ... une étude sociale par la section sociale du service de protection judiciaire. »

Cette disposition fait partie d'un ensemble de dispositions du décret qui visent, selon le législateur communautaire, à garantir le respect des droits fondamentaux des jeunes; ainsi, selon l'exposé des motifs (p. 8), « il (le décret) met sur pied une série de garanties quant au respect des droits de la défense du jeune ... Ces garanties concernent notamment le droit d'être informé, d'être entendu, de donner son point de vue personnel et de voir respecter ses convictions philosophiques, politiques et religieuses; ... il (le décret) est particulièrement attentif à la situation des jeunes faisant l'objet d'un placement et organise en leur faveur - y compris les jeunes délinquants - une série de garanties qui sont d'autant plus strictes que leur hébergement revêt un caractère fermé. »

B.10. L'article 17, alinéa 6, du décret n'impose nullement l'exigence de pièces nouvelles dont la communication conditionnerait la recevabilité d'une demande en révision. Il se limite à imposer aux services concernés de donner des informations à l'avocat du jeune. Il ne contient donc pas une règle de procédure relevant du législateur national en vertu de l'article 5, § 1er, II, 6°, c), de la loi spéciale du 8 août 1980.

Le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'article 37, § 1er

B.11. L'article 37 du décret dispose comme suit :

« Le tribunal de la jeunesse connaît des contestations relatives à l'octroi, au refus ou aux modalités d'application d'une mesure d'aide individuelle portées devant lui, soit par une des personnes investies de l'autorité parentale ou ayant la garde du jeune en droit ou en fait, soit par le jeune de plus de quatorze ans. Le tribunal de la jeunesse met fin à la contestation en obtenant l'accord des parties.

Si la conciliation échoue, le tribunal de la jeunesse tranche la contestation portée devant lui.

La décision du tribunal de la jeunesse ne fait pas obstacle à la conclusion et à la mise en oeuvre d'un accord dérogeant à la décision judiciaire, ultérieurement intervenu entre les parties. Cet accord peut être communiqué au tribunal de la jeunesse. »

B.12. Selon le Conseil des ministres, l'alinéa 1er violerait l'article 5, § 1er, II, 6°, *litterae a) et c)*, de la loi spéciale du 8 août 1980, d'une part, en ce qu'il réglerait la procédure en octroyant un droit d'action à certaines personnes et, d'autre part, en ce qu'il modifierait la capacité du mineur de plus de quatorze ans.

B.13. Aux termes de l'article 5, § 1er, II, 6°, a), de la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par la loi du 8 août 1988, le législateur national est resté compétent en ce qui concerne « les règles de droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille, telles qu'elles sont établies par le Code civil et les lois qui le complètent ». Cette formulation, introduite par la loi du 8 août 1988, a remplacé les termes « matières relevant du droit civil » utilisés auparavant.

L'article 37, alinéa 1er, du décret, en tant qu'il confère au mineur de plus de quatorze ans le droit de saisir le tribunal de la jeunesse, a une incidence sur le statut du mineur mais sous l'angle du droit judiciaire et non du droit familial.

Le moyen, en tant qu'il invoque la violation de la disposition précitée, n'est pas fondé.

B.14. Les Communautés peuvent désormais modifier la compétence matérielle des juridictions de la jeunesse. La compétence de connaître des contestations relatives à l'octroi, au refus ou aux modalités d'application d'une mesure d'aide individuelle implique celle de désigner les personnes qui peuvent être parties à ces contestations.

Le moyen, en tant qu'il invoque la violation de l'article 5, § 1er, II, 6°, c), de la loi spéciale, n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'article 38, § 4

B.15.a. L'article 38 du décret dispose comme suit :

« § 1er. Le tribunal de la jeunesse connaît des mesures à prendre à l'égard d'un enfant, de sa famille ou de ses familiers lorsque l'intégrité physique ou psychique d'un enfant visé à l'article 2, alinéa 1er, 2°, est actuellement et gravement compromise et lorsqu'une des personnes investies de l'autorité parentale ou ayant la garde de l'enfant en droit ou en fait refuse l'aide du conseiller ou néglige de la mettre en oeuvre.

§ 2. L'intégrité physique ou psychique est considérée comme gravement compromise, soit lorsque l'enfant adopte de manière habituelle ou répétée des comportements qui la compromettent réellement et directement, soit lorsque l'enfant est victime de négligences graves, de mauvais traitements, d'abus d'autorité ou d'abus sexuels la menaçant directement et réellement.

§ 3. Le tribunal de la jeunesse peut, après avoir constaté la nécessité du recours à la contrainte, dans les cas visés aux §§ 1er et 2 :

1° soumettre l'enfant, sa famille et ses familiers ou l'un d'eux à des directives ou à un accompagnement d'ordre éducatif;

2° décider, dans des situations exceptionnelles, que l'enfant sera hébergé temporairement hors de son milieu familial de vie en vue de son traitement, de son éducation, de son instruction ou de sa formation professionnelle;

3° permettre à l'enfant, s'il a plus de seize ans, de se fixer dans une résidence autonome ou supervisée et de prendre inscription au registre de la population du lieu de cette résidence.

Ces mesures sont mises en oeuvre par le directeur, assisté du service de protection judiciaire, conformément à l'article 7, alinéa 2.

§ 4. Dans le respect de l'article 7, alinéa 2, le directeur n'est pas tenu de recueillir le consentement de l'enfant de plus de quatorze ans ni celui de la personne dont le refus antérieur a été constaté par le tribunal de la jeunesse en vertu du § 1er pour modifier l'application de la mesure dans les limites décidées par le tribunal de la jeunesse en vertu du § 3.

Le directeur peut convenir d'une autre mesure qui recueille l'accord des parties. Il en informe le tribunal de la jeunesse et le conseiller. L'homologation de l'accord par le tribunal de la jeunesse met fin aux effets de la décision judiciaire. Dès l'homologation, la nouvelle mesure recueillant l'accord des parties peut être appliquée par le conseiller. Le tribunal ne peut refuser l'homologation que si l'accord est contraire à l'ordre public.

B.15.b. Selon le Conseil des ministres, l'article 38, § 4, dernier alinéa, en ce qu'il prévoit que l'homologation met fin à la décision judiciaire et que la nouvelle décision peut être mise en oeuvre dès l'homologation, violerait l'article 5, § 1er, II, 6°, c. de la loi spéciale, dans la mesure où, ce faisant, il réglerait la procédure d'homologation.

B.16. En prévoyant cette homologation et en y subordonnant l'exécution de l'accord, le législateur communautaire n'a nullement réglé la procédure d'homologation, laquelle comprend essentiellement la forme de la requête, la saisine ou non du ministère public, le délai imparti au magistrat pour statuer ou l'existence de voies de recours mais ne comprend pas les conditions de fond relatives à la réalité et au contenu de l'accord.

Le moyen n'est pas fondé.

En ce qui concerne l'article 62, § 9

B.17.a. L'article 62, § 9, du décret dispose comme suit :

« Les articles 52 et 53 de la même loi sont abrogés en ce qu'ils visent les mineurs en danger, ceux qui sont l'objet de plainte en correction parentale et ceux qui sont trouvés mendiants ou vagabonds, en ce compris les enfants de personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie. »

B.17.b. Selon le Conseil des ministres, cette disposition violerait l'article 5, § 1er, II, 6°, c) et e), de la loi spéciale du 8 août 1980 qui réserve à l'autorité nationale la compétence pour définir tant les conditions que la procédure à suivre en matière de déchéance de l'autorité parentale; l'article 62, § 9, empiéterait sur la compétence nationale en supprimant, à l'égard des enfants de personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie, les mesures et placements provisoires visés aux articles 52 et 53 de la loi du 8 avril 1965.

B.18.a. Il résulte de l'article 5, § 1er, II, 6°, *littera e*, de la loi spéciale du 8 août 1980, modifiée par la loi du 3 août 1988, que l'autorité nationale est demeurée compétente, entre autres, pour « la déchéance de l'autorité parentale ».

Le législateur spécial a donc entendu que restent nationales toutes les règles que requiert, dans le cadre d'une procédure en déchéance, la sauvegarde de l'intérêt de l'enfant.

B.18.b. Les articles 52 et 53 de la loi du 8 avril 1965 comportent de telles règles; la procédure en déchéance de l'autorité parentale constituant une procédure longue et nécessitant des mesures d'investigations, l'attente du jugement sur le fond impose fréquemment les mesures provisoires portées par ces dispositions. En tant qu'elles sont susceptibles d'être appliquées dans le cadre de la procédure en déchéance, ces mesures doivent être considérées comme relevant du seul législateur national en vertu de l'article 5, § 1er, II, 6°, e), de la loi spéciale du 8 août 1980.

Il n'appartenait donc pas au législateur décentralisé de les abroger en ce qui concerne « les enfants de personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie ». Le moyen, en tant qu'il invoque la violation de l'article 5, § 1er, II, 6°, e), de la loi spéciale est fondé.

B.19. Le moyen tiré de la violation de l'article 5, § 1er, II, 6°, c), n'étant pas susceptible de donner lieu à plus ample annulation, il n'y a pas lieu de l'examiner.

Par ces motifs,

La Cour

annule dans le décret de la Communauté française du 4 mars 1991 relatif à l'aide à la jeunesse :

— à l'article 16, alinéa 2, les mots « de plus de douze ans »;

— à l'article 18, alinéa 2, les mots « âgé de plus de quatorze ans » et « pour un fait qualifié crime ou délit »;

— à l'article 62, § 9, les mots « en ce compris les enfants de personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie »;

rejette le recours pour le surplus.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, à l'audience publique du 21 janvier 1993, par le siège précité dans lequel le juge P. Martens, légitimement empêché, a été remplacé pour le présent prononcé par le juge M. Melchior.

Le greffier,
H. Van der Zwalmen.

Le président,
D. André.

ARBITRAGEHOF

N. 93 — 224

Arrest nr. 4/93 van 21 januari 1993

[C — 21026]

Rolnummer 346

In zake : het beroep tot gedeeltelijke vernietiging van het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 « relatif à l'aide à la jeunesse » (inzake hulpverlening aan de jeugd), ingesteld door de Ministerraad.

Het Arbitragehof,
 samengesteld uit voorzitter D. André en waarnemend voorzitter F. Debaedts; en de rechters K. Blanckaert,
 H. Boel, L. François, P. Martens en Y. de Wasseige, bijgestaan door de griffier H. Van der Zwalmen, onder
 voorzitterschap van voorzitter D. André,
 wijst na beraad het volgende arrest :

I. Onderwerp van de vordering

In een verzoekschrift van 10 december 1991, dat bij op 11 december 1991 ter post aangetekende brief naar het Hof werd gestuurd en op 12 december 1991 ter griffie is ontvangen, vordert de Ministerraad, vertegenwoordigd door de Eerste Minister, met ambtswoning te 1000 Brussel, Wetstraat 16, de vernietiging, in het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 « relatif à l'aide à la jeunesse » (inzake hulpverlening aan de jeugd), bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 12 juni 1991 :

1. in artikel 15, eerste lid, van de woorden « ou judiciaire » (of rechterlijke);
2. in artikel 16, tweede lid, van de woorden « de plus de douze ans » (die meer dan twaalf jaar oud zijn);
3. van artikel 17, laatste lid;
4. in artikel 18, tweede lid, van de woorden « âgé de plus de quatorze ans » (die meer dan veertien jaar oud zijn) en « crime ou délit » (misdaad of misdrijf);
5. van artikel 37, eerste lid;
6. van artikel 38, § 4, laatste lid;
7. in artikel 62, § 9, van de woorden « en ce compris les enfants des personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie » (met inbegrip van de kinderen van personen wier ontzetting van de ouderlijke macht wordt vervolgd).

II. Rechtspleging

Bij beschikking van 12 december 1991 heeft de voorzitter in functie de rechters van de zetel aangewezen conform de artikelen 58 en 59 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof.

De rechters-verslaggevers hebben geoordeeld dat er ten deze geen reden was om de artikelen 71 en volgende van de voormelde bijzondere wet toe te passen.

Overeenkomstig artikel 76 van bovenvermelde wet is van het beroep kennisgegeven bij op 8 januari 1992 ter post aangetekende brieven, die op 9 en 10 januari 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Het bij artikel 74 van de voormelde bijzondere wet voorgeschreven bericht is in het *Belgisch Staatsblad* van 15 januari 1992 bekendgemaakt.

Bij beschikking van 19 februari 1992, gewezen op verzoek van de Franse Gemeenschapsexecutieve, heeft voorzitter I. Pétry de termijn waarbinnen die Executieve een memorie kon indienen, verlengd tot en met 9 maart 1992.

De Franse Gemeenschapsexecutieve, vertegenwoordigd door haar Minister van Onderwijs, met ambtswoning te 1040 Brussel, Notelaarsstraat 211, heeft bij op 6 maart 1992 ter post aangetekende brief een memorie ingediend.

Overeenkomstig artikel 89 van de organieke wet is een afschrift van die memorie overgezonden bij op 13 maart 1992 ter post aangetekende brief, die op 16 maart 1992 aan de geadresseerde ter hand is gesteld.

De Ministerraad heeft bij op 15 april 1992 ter post aangetekende brief een memorie van antwoord ingediend.

Bij beschikking van 25 mei 1992 heeft het Hof de termijn waarbinnen het arrest dient te worden gewezen, verlengd tot 11 december 1992.

Bij besluit van 15 september 1992 heeft het Hof beslist dat ten gevolge van de inruststelling van voorzitter I. Pétry en de benoeming van J. Wathelet tot voorzitter, rechter Y. de Wasseige in de zetel de plaats zal innemen die oorspronkelijk aan rechter J. Wathelet was toegewezen.

Bij beschikking van 27 oktober 1992 heeft het Hof de zaak in gereedheid verklaard en bepaald dat de zaak voortkomt op de terechtzitting van 26 november 1992.

Van die beschikking is aan de partijen kennisgegeven en zijn zij, evenals hun advocaten of vertegenwoordiger, van de datum van de terechtzitting op de hoogte gebracht bij op 28 oktober 1992 ter post aangetekende brieven, die op 29 en 30 oktober 1992 aan de geadresseerden ter hand zijn gesteld.

Ten gevolge van de inruststelling van voorzitter J. Wathelet op 19 november 1992 vervult rechter D. André de functie van voorzitter; bij beschikking van 26 november 1992 heeft rechter F. Debaedts, waarnemend voorzitter in functie ten gevolge van de verhindering van voorzitter J. Delva, rechter P. Martens aangeduid om de zetel aan te vullen en heeft hij vastgesteld dat rechter Y. de Wasseige rechter D. André als verslaggever vervangt.

Op de terechtzitting van 26 november 1992

— zijn verschenen :

• de Ministerraad, vertegenwoordigd door M. Bertrand, adviseur bij de Kanselarij van de Eerste Minister en door L. De Leebeeck, adjunct-juridisch adviseur bij het Ministerie van Justitie;

• de Franse Gemeenschapsexecutieve, vertegenwoordigd door Mr. M. Uyttendaele en Mr. Ph. Coenraets, advocaten bij de balie te Brussel;

• hebben de rechters Y. de Wasseige en H. Boel verslag uitgebracht;

• zijn M. Bertrand en de voornoemde advocaten gehoord;

• is de zaak in beraad genomen.

De rechtspleging is gevoerd conform de artikelen 62 en volgende van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, die betrekking hebben op het gebruik van de talen voor het Hof.

III. In rechte

Het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 en de aangevochten bepalingen ervan

Het decreet van 4 maart 1991 handelt over de hulpverlening aan de jeugd in de Franse Gemeenschap.

Titel I bevat een aantal definities en bepaalt het toepassingsgebied van het decreet.

Titel II is gewijd aan de rechten van de jongeren : hoofdstuk I ervan handelt over de algemene vrijwaring van die rechten en hoofdstuk II behandelt de vrijwaring van de rechten van de jongeren ten aanzien van wie een plaatsingsmaatregel is getroffen; in dat hoofdstuk worden de artikelen 15, eerste lid, 16, tweede lid, 17, laatste lid, en 18, tweede lid, aangevochten.

De titels III en IV zijn respectievelijk gewijd aan de rol en de samenstelling van de arrondissementsraad en de gemeenschapsraad voor hulpverlening aan de jeugd.

Titel V stelt, per arrondissement, de functie in van adviseur en directeur bij de hulpverlening aan de jeugd, en bepaalt hun opdracht.

Titel VI, gewijd aan de hulpverlenende maatregelen, bepaalt in hoofdstuk I de maatregelen die tot de bevoegdheid van de adviseur behoren en in hoofdstuk II de bevoegdheden van de jeugdrechtbank met betrekking tot hulpverlening aan de jeugd; in dat hoofdstuk II worden de artikelen 37, eerste lid, en 38, § 4, tweede lid, aangevochten.

Titel VII is gewijd aan de maatregelen tot hulpverlening aan verlaten kinderen.

Titel VIII handelt over de erkenning, respectievelijk van de niet-residentiële en de residentiële diensten (hoofdstuk I) en over de adoptie-instellingen (hoofdstuk II) alsmede over de toelagen.

De titels IX tot XIII bevatten een aantal algemene en financiële bepalingen, straf-, wijzigings-, opheffings- en overgangsbepalingen; in artikel 62, dat titel XII vormt, wordt § 9 aangevochten.

Titel XIV regelt de datum van inwerkingtreding van het decreet.

— A —

Het verzoekschrift

A.1. Volgens de Ministerraad zou artikel 5, § 1, II, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 zijn geschon- den :

in a), door artikel 37, eerste lid, van het decreet in zoverre het betrekking heeft op de juridische bekwaamheid van de jongere, aangelegenheid die is geregeld door het Burgerlijk Wetboek en de wetten die het aanvullen;

in c),

— door artikel 15, eerste lid, in zoverre het het nemen van een rechterlijke beslissing tot overplaatsing afhankelijk stelt van een omstandig verslag en aldus de modaliteiten voor het onderzoek van een zaak regelt;

— door artikel 37, eerste lid, in zoverre het aan sommige personen een vorderingsrecht toekent;

— door artikel 38, § 4, laatste lid, in zoverre het de procedure van homologatie voor de jeugdrechtbank regelt;

— door artikel 62, § 9, in zoverre het raakt aan de nationale bevoegdheid om de voorwaarden en de procedure inzake de ontzetting van de ouderlijke macht te bepalen;

— door artikel 17, laatste lid, in zoverre het voorschrijft dat aan de advocaat van de jongere de conclusies van het verslag en de sociale studie moeten worden medegedeeld op basis waarvan hij voor de rechtbank de herziening van de maatregel kan vragen;

welke artikelen, ieder wat het betreft, de procedure voor de jeugdrechtbank zouden regelen.

in d), door de artikelen 16 en 18 van het decreet in zoverre die artikelen zouden raken aan het vaststellen van de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, hetzij dat die artikelen (16 en 18) de leeftijd van de minderjarige vanaf welke een dergelijke maatregel kan worden genomen, vastleggen, hetzij dat het (artikel 18) de aard van het misdrijf bepaalt waarvoor een of andere maatregel kan worden genomen;

in e), door artikel 62, § 9, van het decreet in zoverre het de aangelegenheid van de ontzetting van de ouderlijke macht zou regelen.

De memories

Ten aanzien van artikel 15

A.2.a. Primair ziet de Franse Gemeenschapsexecutieve het bij die bepaling voorgeschreven omstandig verslag niet als een procedureregule maar wel als een voorwaarde voor de uitoefening van de materiële bevoegdheid door de jeugdmagistraten; aangezien de Gemeenschappen voortaan bevoegd zouden zijn om de materiële bevoegdheid van de jeugdgerechten te regelen, zou die bepaling niet door bevoegdheidsoverschrijding zijn aangetast.

Subsidiair, in de veronderstelling dat het Hof van oordeel zou zijn dat het om een procedureregule gaat, betoogt de Executieve dat de voorwaarden voor de toepassing van artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd op 8 augustus 1988, ten deze zijn vervuld en zij verwijst naar de rechtspraak van het Hof terzake.

Volgens haar is het vereiste van een omstandig verslag, dat ertoe strekt de minderjarige in de Franse Gemeenschap meer rechten te geven, enerzijds geen domein dat een homogene behandeling op nationaal vlak vereist en, anderzijds heeft het slechts een marginale weerslag op de procedureregules, aangezien het latere verloop van die procedure, nadat het verslag is neergelegd, er niet door wordt gewijzigd; tot slot zou de bepaling, die een grotere controle op de overplaatsingen tussen instellingen wil verzekeren, nodig zijn voor de uitoefening van de gemeenschapsbevoegdheid inzake jeugdbescherming.

A.2.b. Primair betwist de Ministerraad van zijn kant de analyse die van artikel 15 van het decreet is gemaakt en stelt dat die bepaling de materiële bevoegdheid van de jeugdrechtbanken niet raakt; voor het overige betoogt hij dat de bevoegdheid die door de bijzondere wetgever inzake de procedureregules aan de centrale Staat is voorbehouden, zulk een verschillende behandeling juist uitsluit en dat overigens de noodzaak niet is aangetoond van een inbreuk op dat bevoegdheidsvoorbehoud door de Gemeenschap.

Aangezien die bepaling is aangenomen (cfr. parlementaire voorbereiding) « om een einde te maken aan de onwettige praktijk van vermomde disciplinaire overplaatsingen die door residentiële diensten worden georganiseerd, soms zelfs buiten het weten van de plaatsingsoverheid », zou het optreden van de Gemeenschaps- wetgever in de gerechtelijke procedure niet noodzakelijk zijn om dat doel te bereiken.

Ten aanzien van artikel 16

A.3.a. De Franse Gemeenschapsexecutieve herinnert er in de eerste plaats aan dat de Gemeenschappen in beginsel bevoegd zijn voor de jeugdbescherming en dat derhalve de uitzonderingen op die bevoegdheid volgens haar restrictief moeten worden uitgelegd. Zij betwist dat de leeftijdsvoorwaarde (meer dan twaalf jaar oud) tot doel heeft maatregelen vast te stellen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd : volgens haar doet die voorwaarde geenszins afbreuk aan de plaatsingsmaatregel en heft zij die zeker niet op aangezien die maatregel van toepassing kan blijven in een privé- instelling; die leeftijdsvoorwaarde zou eerder als een voorwaarde voor toelating tot de plaatsingsinstellingen dan als een modaliteit van een plaatsingsmaatregel moeten worden beschouwd. In die zin zou artikel 16 dus onder de bevoegdheid van de Gemeenschap vallen.

In de veronderstelling dat het Hof die stelling niet zou volgen, is de Franse Gemeenschapsexecutieve subsidiair van mening dat ten deze ook de voorwaarden voor de toepassing van artikel 10 zijn vervuld.

A.3.b. De Ministerraad betwist die interpretatie van artikel 16. Volgens hem is de leeftijd vanaf welke een maatregel kan worden toegepast een element van de maatregel en hij verwijst daarbij naar een arrest van het Hof (nr. 2/92) volgens hetwelk de nationale wetgever bevoegd is gebleven om de inhoud te bepalen van maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd; zoals de duur een element van de inhoud van die maatregelen is, zo is het ook voor de leeftijd vanaf welke een maatregel kan worden toegepast. « Beperkingen opleggen betreffende de leeftijd vanaf welke een maatregel kan worden toegepast is » volgens hem « nu precies een vervorming van die maatregel » en is daarom een bevoegdheidsoverschrijding.

Overigens betwist de Ministerraad dat de theorie van de impliciete bevoegdheden kan worden toegepast: de weerslag van zulk een toepassing zou niet marginaal zijn aangezien de maatregelen die worden genomen ten aanzien van een minderjarige die minder dan twaalf jaar oud is, enkel nog in een privéinstelling ten uitvoer zouden kunnen worden gelegd, zonder dat de Executieve bepaalt op welke manier die leeftijdsoverweging noodzakelijk is voor de organisatie van de plaatsingsinstellingen.

Ten aanzien van artikel 17, laatste lid

A.4.a. Volgens de Franse Gemeenschapsexecutieve kan de mededeling, aan de advocaat van de jongere, van de conclusies van het medisch-psychologisch verslag - eventuele grond voor een herzieningsaanvraag - niet als een procedureregel worden beschouwd aangezien de zaak op dat ogenblik nog niet bij de jeugdrechtbank aanhangig is en de rechtbank waarschijnlijk de conclusies van dat verslag niet heeft gevraagd.

A.4.b. De Ministerraad betwist dat chronologisch argument en stelt dat « de door de rechter bevolen plaatsingsmaatregel een voorlopige maatregel kan zijn die geldt voor de voorbereidende fase van het eindvonnis en dat derhalve de tijdsperiode overgezonden stukken als procedurestukken moeten worden beschouwd ». De Gemeenschappen zouden overigens de naleving van de rechten van de verdediging niet kunnen verzekeren door de rechtspleging voor de jeugdgerechten te regelen.

Ten aanzien van artikel 18

A.5.a. De Franse Gemeenschapsexecutieve verwijst hoofdzakelijk naar de argumenten die zij ten aanzien van artikel 16 heeft aangevoerd en herhaalt dat het vaststellen van een leeftijdsvoorwaarde (ouder dan veertien jaar) en het bepalen van de aard van de overtreding (misdaad of misdrijf) moeten worden beschouwd als voorwaarden om tot de openbare instellingen te worden toegelaten, die aan een bepaald pedagogisch project beantwoorden, en niet als het vaststellen van maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd.

A.5.b. De Ministerraad verwijst eveneens naar het antwoord dat hij in verband met artikel 16 heeft gegeven.

Ten aanzien van artikel 37, eerste lid

A.6.a. Volgens de Franse Gemeenschapsexecutieve valt het toekennen van het recht om in rechte te treden aan een minderjarige die meer dan veertien jaar oud is, in zoverre het de bevoegdheid *ratione personae* van de jeugdrechtbanken uitbreidt, binnen het kader van de principiële bevoegdheid van de Gemeenschappen terzake, zoals hierboven in herinnering is gebracht. Overigens betwist zij dat de bekwaamheid om in rechte treden een aangelegenheid is die uitsluitend door het Burgerlijk Wetboek wordt geregeld; wanneer de Gemeenschappen op het terrein van de nationale bevoegdheid komen, zou dat in ieder geval gericht, marginaal en noodzakelijk zijn en volgens de Executieve kunnen worden gedekt door artikel 10 van de bijzondere wet.

A.6.b. De Ministerraad betwist van zijn kant dat de voorwaarden voor de toepassing van artikel 10 van de bijzondere wet ten deze zouden zijn vervuld en verwijst naar de argumenten die hij subsidiair in verband met artikel 15 heeft uiteengezet.

Ten aanzien van artikel 38, § 4, laatste lid

A.7.a. De Franse Gemeenschapsexecutieve herinnert aan haar principiële bevoegdheid om de materiële bevoegdheid van de jeugdgerechten te bepalen en verwijst bovendien naar arrest nr. 40/91 van het Hof, waarin wordt erkend dat de Gemeenschappen bevoegd zijn om een termijn vast te stellen voor de maatregelen die door de jeugdrechtbanken kunnen worden genomen; zij herhaalt dat de voorwaarden voor de toepassing van artikel 10 ten deze in ieder geval zijn vervuld en verwijst ook naar de argumenten die bij artikel 15 zijn uiteengezet.

A.7.b. De Ministerraad verwijst van zijn kant naar zijn oorspronkelijk verzoekschrift.

Ten aanzien van artikel 62, § 9

A.8.a. De Franse Gemeenschapsexecutieve herinnert aan het algemeen karakter (ten aanzien van alle jongeren « wie zij ook zijn ») van haar bevoegdheid inzake jeugdbescherming en stelt « dat men zich redelijkerwijze kan afvragen waarom het decreet ten aanzien van kinderen tegen wier ouders een geding tot ontzetting uit de ouderlijke macht hangende is, geen maatregelen zou kunnen afschaffen die reeds werden afgeschaft ten aanzien van andere jongeren »; overigens vreest de Franse Gemeenschapsexecutieve dat, wanneer de stelling van de Ministerraad zou worden gevolgd, het voor de gerechtelijke overheden zou volstaan een procedure tot ontzetting van het ouderlijk gezag in gang te zetten om de toepassing van de gemeenschapswetgeving te belemmeren, wat volgens de Executieve het beginsel van de evenredigheid in de uitoefening van de bevoegdheden, waarop door het Hof is gewezen, zou schenden.

A.8.b. Ook ten aanzien van die bepaling verwijst de Ministerraad naar zijn oorspronkelijk verzoekschrift.

— B —

B.1. Volgens artikel 59bis, § 2bis, van de Grondwet, regelen de Gemeenschappen, ieder wat haar betreft, de persoonsgebonden aangelegenheden, die worden vastgesteld bij een met een bijzondere meerderheid aangenomen wet.

Artikel 5, § 1, II, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, vermeldt bij de persoonsgebonden aangelegenheden :

« 6° De jeugdbescherming, met inbegrip van de sociale bescherming en de gerechtelijke bescherming, maar met uitzondering van :

a) de burgerrechtelijke regels met betrekking tot het statuut van de minderjarigen en van de familie, zoals die vastgesteld zijn door het Burgerlijk Wetboek en de wetten tot aanvulling ervan;

b) de strafrechtelijke regels waarbij gedragingen die inbreuk plegen op de jeugdbescherming, als misdrijf worden omschreven en waarbij op die inbreuken straffen worden gesteld, met inbegrip van de bepalingen die betrekking hebben op de vervolgingen, onverminderd artikel 11;

c) de organisatie van de jeugdgerechten, hun territoriale bevoegdheid en de rechtspleging voor die gerechten;

d) de opgave van de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd;

e) de ontzetting uit de ouderlijke macht en het toezicht op de gezinsbijslag of andere sociale uitkeringen. »

Wat de aangevochten bepalingen betreft

Ten aanzien van artikel 15

B.2.a. Artikel 15 van het decreet van 4 maart 1991 bepaalt als volgt :

« Elke beslissing tot overplaatsing van een jongere van een residentiële dienst naar een andere wordt genomen door de administratieve of de rechterlijke overheid die de plaatsing heeft uitgevoerd. De beslissing wordt genomen na onderzoek van een omstandig verslag waarvan een afschrift ook aan de bevoegde administratie wordt gezonden.

De overplaatsing van een jongere die de in artikel 7, lid 1, bedoelde hulp geniet, mag, behalve om geneeskundige of veiligheidsredenen, alleen met de toestemming van de personen bedoeld in dezelfde bepaling worden uitgevoerd.

Behalve in spoedeisende gevallen, wordt de jongere op gepaste wijze op de hoogte gebracht van de redenen voor zijn overplaatsing en van de kenmerken van zijn nieuw opvangmilieu. »

B.2.b. Volgens de Ministerraad zou het eerste lid, in zoverre het bepaalt dat de rechterlijke overheid die een jongere van een residentiële dienst overplaatst naar een andere dat slechts kan doen na onderzoek van een omstandig verslag, van dat verslag een procedurestuk maken en aldus de manier regelen waarop een zaak moet worden onderzocht; zodoende zou het een schending inhouden van artikel 5, § 1, II, 6^o, c), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, krachtens hetwelk de rechtspleging voor de jeugdgerechten tot de bevoegdheid van de nationale wetgever blijft behoren.

B.3.a. Naar luid van de nieuwe bepaling van artikel 5, § 1, II, 6^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, omvat de jeugdbescherming zowel de gerechtelijke bescherming als de sociale bescherming.

Volgens die bepaling vermogen de Gemeenschappen, onverminderd de *litterae d)* en *e)*, de jeugdbeschermingsmaatregelen vast te stellen en, in de uitoefening van hun bevoegdheden, de materiële bevoegdheid van de jeugdgerechten te wijzigen.

B.3.b. Naar luid van de parlementaire voorbereiding van het decreet (*Doc. C.C.F.*, (1990-1991), nr. 165/1, p. 17), heeft de aangevochten bepaling tot doel « een einde te maken aan de onwettige praktijk van vermomde disciplinaire overplaatsingen die door residentiële diensten worden georganiseerd, soms zelfs buiten het weten van de plaatsingsoverheid ». Door het opstellen van een omstandig verslag te eisen dat in aanmerking moet worden genomen door de overheid die tot overplaatsing beslist, wil de wetgever zich ervan verzekeren dat « de plaatsing van een jongere in een andere, beter geschikte opvangdienst geleet op de gegeven omstandigheden verkieslijk blijkt (*ibidem*) ».

De Gemeenschappen kunnen, bij de tenuitvoerlegging van de onder B.3.a bedoelde bevoegdheden, de naleving van grondvoorwaarden die met name door het belang van de jongere zijn ingegeven, insluiten; daaruit vloeit voort dat de decreetgever een beslissing tot overplaatsing van een residentiële dienst naar een andere terecht afhankelijk kan maken van de vaststelling, door de jeugdrechtsbank, van de gegrondheid ervan, rekening houdend met de omstandigheden die eigen zijn aan elk dossier.

B.4.a. Door voor te schrijven dat de redenen voor de aanvraag tot overplaatsing worden uiteengezet in een omstandig verslag dat wordt opgesteld door de residentiële dienst die de jongere zou moeten verlaten, beperkt de decreetgever, door te voorzien in een nauwkeurig bepaalde onderzoeksvorm, evenwel de manier waarop de voormelde grondvoorwaarde moet worden vastgesteld en regelt aldus de rechtspleging voor de jeugdrechtsbank die, krachtens artikel 5, § 1, II, 6^o, c), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoort.

B.4.b. Overeenkomstig artikel 10 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 kunnen de Gemeenschappen, voor zover dit noodzakelijk is voor de uitoefening van hun bevoegdheden, een aangelegenheid regelen die in beginsel tot de bevoegdheid van de Staat behoort, hetzij krachtens een uitdrukkelijk in de wet geformuleerd voorbehoud — wat ten deze het geval is —, of op grond van zijn residuaire bevoegdheid. Om bestaanbaar te zijn met het door de bijzondere wet ingestelde systeem van de exclusieve bevoegdheden, is een beroep op artikel 10 van die wet evenwel slechts toelaatbaar op voorwaarde dat de voorbehoudenaangelegenheid zich tot een gediifferentieerde regeling leent en dat de weerslag op die voorbehouden aangelegenheid slechts marginaal is.

In zoverre artikel 15, eerste lid, van het decreet de overplaatsing, bij rechterlijke beslissing, van een jongere van een residentiële dienst naar een andere afhankelijk stelt van een verslag, blijft het binnen het toepassingskader van artikel 10.

De decreetgever kon van mening zijn dat die bepaling, om de onder B.3.b uiteengezette redenen, noodzakelijk was voor de uitoefening van zijn bevoegdheid. Overigens moet de weerslag op de rechtspleging voor de jeugdrechtsbank marginaal worden geacht, aangezien geen enkel essentieel element ervan door de gemeenschapsbepaling wordt geraakt.

Artikel 15 beperkt immers in geen enkel opzicht de beoordelingsbevoegdheid van de rechter wat de opportuniteit van de overplaatsing betreft. Het legt enkel het opstellen van een verslag op vóór iedere beslissing tot overplaatsing van een jongere van een residentiële dienst naar een andere. Het heeft geen betrekking op de overplaatsingen van of naar inrichtingen die behoren tot de groep van de overheidsinstellingen.

Bijgevolg is artikel 15, eerste lid, niet door bevoegdheidsoverschrijding aangetast.

Ten aanzien van de artikelen 16 en 18

B.5.a. Artikel 16 van het decreet bepaalt :

« De Executieve stelt het algemeen reglement van de groep overheidsinstellingen vast. Een exemplaar van het algemeen reglement en van het reglement eigen aan de instelling, wordt aan iedere jongere bij zijn opneming overhandigd.

De toegang tot de in lid 1 bedoelde instellingen is voorbehouden aan jongeren die meer dan twaalf jaar oud zijn en die, omdat ze wegens een als misdrijf omschreven feit worden vervolgd, worden geplaatst ter uitvoering van artikel 37, 4^o, van artikel 41 of van artikel 49 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming.

De groep overheidsinstellingen kan niet weigeren een bij toepassing van lid 2 geplaatste jongere op te vangen om een andere reden dan gebrek aan plaats. »

Artikel 18 bepaalt wat volgt :

« De opvang in een gesloten milieu kan alleen worden toevertrouwd aan een instelling die tot de groep overheidsinstellingen behoort.

Deze opvang is voorbehouden aan de jongere die meer dan veertien jaar oud is en die wordt vervolgd wegens een als misdrijf omschreven feit, en die wordt geplaatst ter uitvoering van een rechterlijke beslissing die een dergelijke plaatsing uitdrukkelijk voorschrijft.

De Executieve geeft aan de betrokken instelling de middelen om haar pedagogische en opvoedingstaak te kunnen vervullen. »

B.5.b. Volgens de Ministerraad wordt artikel 5, § 1, II, 6°, d), dat « de opgave van de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd » aan de nationale wetgever voorbehoudt, geschonden :

— door artikel 16, tweede lid, van het decreet in zoverre het, door de toegang tot de groep overheidsinstellingen voor te behouden aan jongeren die meer dan twaalf jaar oud zijn, de draagwijdte van artikel 37, 4°, van de wet van 4 april 1965 zou beperken en een essentieel aspect van de maatregel, met name de leeftijds-categorie waarop hij van toepassing kan zijn, zou regelen;

— door artikel 18, tweede lid, in zoverre het, door de opvang in een gesloten milieu in de overheidsinstellingen voor jeugdbescherming van de Franse Gemeenschap voor te behouden aan minderjarigen die meer dan veertien jaar oud zijn en die een als misdaad of misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, twee essentiële aspecten van de maatregel, namelijk de leeftijdscategorie waarop hij van toepassing is en de aard van de door de minderjarige begane overtreding, zou regelen.

B.6. Krachtens artikel 5, § 1, II, 6°, d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, zoals gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, is de nationale overheid, op het vlak van de gerechtelijke jeugdbescherming, bevoegd gebleven voor de « opgave van de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd », hetgeen impliceert dat de nationale overheid de inhoud van die maatregelen vaststelt, alsmede de voorwaarden waarin zij kunnen worden genomen.

Met name het vaststellen van de leeftijd vanaf welke die maatregelen kunnen worden toegepast, en de keuze van de categorieën van misdrijf die ze verantwoorden, vormen elementen van die vaststelling. De artikelen 16, tweede lid, en 18, tweede lid, van het aangevochten decreet regelen, in zoverre zij die twee elementen bepalen, een aangelegenheid die onder de uitsluitende bevoegdheid van de nationale wetgever valt. In die mate zijn zij dus door bevoegdheidsoverschrijding aangetast.

B.7. Aangezien het middel gegrond is, dienen in artikel 16, tweede lid, de woorden « die meer dan twaalf jaar oud zijn » en in artikel 18, tweede lid, de woorden « die meer dan veertien jaar oud is » en « wegens een als misdaad of misdrijf omschreven feit » te worden vernietigd.

Ten aanzien van artikel 17

B.8.a. Artikel 17 van het decreet bepaalt wat volgt :

« Over iedere jongere die voor een periode die langer is dan vijfenveertig dagen aan de groep overheidsinstellingen wordt toevertrouwd, wordt een medisch-psychologisch verslag opgemaakt door de pluridisciplinaire ploeg van de instelling die hem opvangt.

De Executieve bepaalt de samenstelling van de pluridisciplinaire ploeg. Zij bepaalt eveneens de rubrieken die het medisch-psychologisch verslag moet omvatten.

Binnen vijfenzeventig dagen na de datum van opvang, wordt dat verslag aan de plaatsingsoverheid en aan de bevoegde administratie medegedeeld. Het wordt door driemaandelijke verslagen aangevuld.

Over iedere jongere die voor een periode die langer is dan vijfenveertig dagen aan de groep overheidsinstellingen wordt toevertrouwd, wordt een sociale studie gemaakt door de sociale afdeling van de dienst voor gerechtelijke bescherming. De Executieve bepaalt de rubrieken die de sociale studie moet omvatten.

Binnen vijfenzeventig dagen na de datum van opvang, wordt die studie aan de plaatsingsoverheid en aan de bevoegde administratie medegedeeld. Ze wordt door driemaandelijke studies aangevuld.

De advocaat van de jongere ontvangt de conclusies van het medisch-psychologisch verslag en van de sociale studie, op grond waarvan hij een herziening van de maatregel kan aanvragen. »

B.8.b. Volgens de Ministerraad staat het zesde lid van die bepaling « in feite gelijk met een procedureregul », die krachtens artikel 5, § 1, II, 6°, c), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 uitsluitend door de nationale wetgever kan worden genomen.

B.9. Volgens de parlementaire voorbereiding van het decreet (*Doc. C.C.F.*, 1990-1991), nr. 165/1 (memorie van toelichting, p. 18), « dient erover te worden gewaakt dat de plaatsing van elke jongere verantwoord is, met name in het licht van zijn persoonlijkheid. Daarom moet door de multidisciplinaire ploeg van de instelling een medisch-psychologisch verslag worden opgemaakt ten einde elke verkeerde plaatsing op te sporen, waarvan de gevolgen in strijd zouden zijn met het nagestreefde doel. ... Om dezelfde reden is ook voorzien ... een sociale studie door de sociale afdeling van de dienst voor gerechtelijke bescherming ».

Die bepaling maakt deel uit van een geheel van bepalingen van het decreet die, volgens de gemeenschaps-wetgever, ertoe strekken de naleving van de fundamentele rechten van de jongeren te waarborgen; aldus, volgens de memorie van toelichting (p. 6) « stelt het decreet een aantal waarborgen in wat de naleving van de rechten van de verdediging van de jongere betreft ... Die waarborgen hebben onder meer betrekking op het recht om te worden ingelicht, te worden gehoord, zijn persoonlijk standpunt mee te delen en zijn filosofische, politieke en religieuze overtuiging nageleefd te zien; ... het heeft in het bijzonder aandacht voor de situatie van de jongeren die worden geplaatst en organiseert voor hen — ook voor de delinquenten jongeren — een reeks waarborgen die strenger zijn naarmate hun plaatsing een gesloten karakter heeft ».

B.10. Evenwel legt artikel 17, zesde lid, van het decreet helemaal niet het vereiste van nieuwe stukken op waarvan de mededeling de ontvankelijkheid van een herzieningsaanvraag zou bepalen. Het beperkt er zich toe aan de betrokken diensten de verplichting op te leggen om inlichtingen aan de advocaat van de jongere te geven. Het houdt dus geen procedureregeling die tot de bevoegdheid van de nationale wetgever behoort krachtens artikel 5, § 1, II, 6°, c), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 37, § 1

B.11. Artikel 37 van het decreet bepaalt wat volgt :

« De jeugdrechtbank neemt kennis van de betwistingen betreffende de toestemming in, de weigering van of de nadere regels voor de toepassing van een individuele hulpverlenende maatregel, die vóór haar worden gebracht hetzij door één van de personen die de ouderlijke macht uitoefenen of die de jongere in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, hetzij door de jongere boven de leeftijd van veertien jaar. De jeugdrechtbank maakt een einde aan de betwisting door de partijen tot overeenstemming te brengen.

Indien de verzoening faalt, beslecht de jeugdrechtbank de voor haar gebrachte betwisting.

De beslissing van de jeugdrechtbank levert geen beletsel op voor het treffen en uitvoeren van een schikking die, later tussen de partijen tot stand gekomen, afwijkt van de rechterlijke beslissing. Die schikking kan aan de jeugdrechtbank worden medegedeeld. »

B.12. Volgens de Ministerraad schendt het eerste lid artikel 5, § 1, II, 6°, a) en c), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 doordat het de procedure zou regelen door een vorderingsrecht toe te kennen aan sommige personen en doordat het de bekwaamheid van de minderjarige boven de leeftijd van veertien jaar zou wijzigen.

B.13. Naar luid van artikel 5, § 1, II, 6°, a), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, is de nationale wetgever bevoegd gebleven inzake « de burgerrechtelijke regels met betrekking tot het statuut van de minderjarigen en van de familie, zoals die vastgesteld zijn door het Burgerlijk Wetboek en de wetten tot aanvulling ervan ». Die formulering, ingevoerd bij de wet van 8 augustus 1988, heeft de woorden « aangelegenheden ressorterende onder het burgerlijk recht », die vroeger gebruikt werden, vervangen.

Artikel 37, eerste lid, van het decreet, in zoverre het aan de minderjarige boven de leeftijd van veertien jaar het recht toekent zich tot de jeugdrechtbank te wenden, heeft een weerslag op het statuut van de minderjarige vanuit het oogpunt van het gerechtelijk recht en niet vanuit het oogpunt van het familierecht.

In zoverre het middel steunt op de schending van de voormelde bepaling, is het niet gegrond.

B.14. De Gemeenschappen kunnen voortaan de materiële bevoegdheid van de jeugdgerechten wijzigen. De bevoegdheid om kennis te nemen van betwistingen betreffende de toekenning, de weigering en de toepassingsmodaliteiten van individuele hulpverlenendemaatregelen, houdt de bevoegdheid in om de personen aan te wijzen die partij kunnen zijn bij die betwistingen.

Het middel is niet gegrond, in zoverre het de schending aanvoert van artikel 5, § 1, II, 6°, c), van de bijzondere wet.

Ten aanzien van artikel 38, § 4

B.15.a. Artikel 38 van het decreet bepaalt wat volgt :

« § 1. De jeugdrechtbank neemt kennis van de maatregelen die te nemen zijn ten aanzien van een kind, zijn gezin of zijn leefgenoten, wanneer de lichamelijke of psychische integriteit van een kind bedoeld in artikel 2, lid 1, 2°, thans ernstig bedreigd is, en wanneer één van de personen die de ouderlijke macht uitoefenen of die het kind in rechte of in feite onder hun bewaring hebben, de hulp van de adviseur weigert of die hulp niet benut.

§ 2. De lichamelijke of psychische integriteit wordt beschouwd als ernstig bedreigd, ofwel wanneer het kind gewoonlijk en herhaaldelijk gedragingen heeft die deze werkelijk en rechtstreeks bedreigen, hetzij wanneer het kind het slachtoffer is van ernstige nalatigheid, mishandeling, misbruik van gezag of seksuele misbruiken, die deze rechtstreeks en werkelijk bedreigen.

§ 3. De jeugdrechtbank kan, na te hebben vastgesteld dat het noodzakelijk is dwangmaatregelen te nemen in de gevallen bedoeld in de § § 1 en 2 :

1° het kind, zijn gezin en zijn leefgenoten of één van hen onderwerpen aan richtlijnen of aan een begeleiding van educatieve aard;

2° in uitzonderlijke omstandigheden, beslissen dat aan het kind een tijdelijke huisvesting buiten zijn familiaal leefmilieu wordt verleend met het oog op zijn behandeling, zijn opvoeding, het onderwijs dat hij moet volgen, of zijn beroepsopleiding;

3° het kind dat meer dan zestien jaar oud is de mogelijkheid bieden om zelfstandig of onder toezicht te verblijven, en zich te laten inschrijven in het bevolkingsregister van die verblijfplaats.

Deze maatregelen worden aangewend door de directeur, bijgestaan door de dienst voor gerechtelijke bescherming, overeenkomstig artikel 7, lid 2.

§ 4. Met inachtneming van artikel 7, lid 2, is de directeur er niet toe gehouden noch de toestemming van het kind boven de leeftijd van veertien jaar noch die van de persoon wiens vroegere weigering werd vastgesteld door de jeugdrechtbank krachtens § 1, te krijgen, om de toepassing van de maatregel te wijzigen binnen de perken bepaald door de jeugdrechtbank krachtens § 3.

De directeur kan een andere maatregel overwegen waarmee de partijen het eens zijn. Hij brengt er de jeugdrechtbank en de adviseur van op de hoogte. De homologatie van de overeengekomen maatregel door de jeugdrechtbank maakt een einde aan de gevolgen van de rechterlijke beslissing. Zodra de homologatie is doorgevoerd, kan de nieuwe maatregel die de toestemming van de partijen heeft gekregen, door de adviseur worden toegepast. De rechtbank kan alleen de homologatie weigeren indien de overeengekomen maatregel strijdig is met de openbare orde. »

B.15.b. Volgens de Ministerraad schendt artikel 38, § 4, laatste lid, door te bepalen dat de homologatie een einde maakt aan de rechterlijke beslissing en dat de nieuwe beslissing vanaf de homologatie in werking kan worden gesteld, artikel 5, § 1, II, 6°, c), van de bijzondere wet, in zoverre het aldus de homologatieprocedure regelt.

B.16. Door die homologatie voor te schrijven en door de uitvoering van de overeenkomst daarvan afhankelijk te stellen, heeft de gemeenschapswetgever geenszins de homologatieprocedure geregeld, die hoofdzakelijk de vorm van het verzoekschrift, de saisine of niet-saisine van het openbaar ministerie, de aan de magistraat toegekende termijn om uitspraak te doen, of het bestaan van middelen van beroep omvat, doch niet de grondvoorwaarden omvat inzake het bestaan en de inhoud van de overeenkomst.

Het middel is niet gegrond.

Ten aanzien van artikel 62, § 9

B.17.a. Artikel 62, § 9, van het decreet bepaalt wat volgt :

« De artikelen 52 en 53 van dezelfde wet worden opgeheven voor wat betreft de minderjarigen in gevaar, hen tegen wie ouderlijke klachten wegens wangedrag zijn ingediend en hen die bedelend of zwerfend worden aangetroffen, met inbegrip van de kinderen van personen wier ontzetting van de ouderlijke macht wordt vervolgd. »

B.17.b. Volgens de Ministerraad schendt die bepaling artikel 5, § 1, II, 6°, c) en e), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, die aan de nationale overheid de bevoegdheid voorbehoudt om zowel de voorwaarden als de te volgen procedure inzake de ontzetting van het ouderlijk gezag vast te stellen; artikel 62, § 9, zou op het terrein van de nationale bevoegdheid komen door ten aanzien van de kinderen van personen wier ontzetting van het ouderlijk gezag wordt vervolgd, de in de artikelen 52 en 53 van de wet van 8 april 1965 beoogde voorlopige maatregelen en plaatsingen op te heffen.

B.18.a. Uit artikel 5, § 1, II, 6°, e), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988, blijkt dat de nationale overheid bevoegd is gebleven voor onder meer « de ontzetting uit de ouderlijke macht ».

De bijzondere wetgever heeft dus gewild dat alle regels die, in het kader van een procedure van ontzetting, noodzakelijk zijn om het belang van het kind te vrijwaren, nationaal blijven.

B.18.b. De artikelen 52 en 53 van de wet van 8 april 1965 omvatten dergelijke regels; aangezien de procedure van ontzetting van het ouderlijk gezag een lange procedure is die onderzoeksmaatregelen noodzakelijk maakt, vereist de afwachting van het vonnis ten gronde vaak voorlopige maatregelen die in die bepalingen zijn voorgeschreven. In zoverre zij kunnen worden toegepast in het kader van de procedure van ontzetting, dienen die maatregelen te worden geacht onder de uitsluitende bevoegdheid van de nationale wetgever te vallen krachtens artikel 5, § 1, II, 6°, e), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980.

Het stond dus niet aan de decreetgever ze op te heffen ten aanzien van « de kinderen van personen wier ontzetting van de ouderlijke macht wordt vervolgd ». In zoverre het middel de schending van artikel 5, § 1, II, 6°, e), van de bijzondere wet aanvoert, is het gegrond.

B.19. Aangezien het middel dat is afgeleid uit de schending van artikel 5, § 1, II, 6°, c), niet tot een ruimere vernietiging aanleiding kan geven, dient het niet te worden onderzocht.

Om die redenen,

Het Hof

vernietigt in het decreet van de Franse Gemeenschap van 4 maart 1991 « relatif à l'aide à la jeunesse » (inzake hulpverlening aan de jeugd)

- in artikel 16, tweede lid, de woorden « de plus de douze ans » (die meer dan twaalf jaar oud zijn);
- in artikel 18, tweede lid, de woorden « âgé de plus de quatorze ans » (die meer dan veertien jaar oud is) en « pour un fait qualifié crime ou délit » (wegens een als misdadaad of misdrijf omschreven feit);
- in artikel 62, § 9, de woorden « en ce compris les enfants de personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie » (met inbegrip van de kinderen van personen wier ontzetting van de ouderlijke macht wordt vervolgd);

verwerpt het beroep voor het overige.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, conform artikel 65 van de bijzondere wet van 8 januari 1989 op het Arbitragehof, op de openbare terechtzitting van 21 januari 1993 door voormelde zetel waarin rechter P. Martens, wettig verhinderd, voor onderhavige uitspraak vervangen is door rechter M. Melchior.

De griffier,
H. Van der Zwalmen.

De voorzitter,
D. André.

SCHIEDSHOF

D. 93 — 224

[C — 21026]

Urteil Nr. 4/93 vom 21. Januar 1993

Geschäftsverzeichnisnr. 346

In Sachen: Klage auf teilweise Nichtigerklärung des Dekrets der Französischen Gemeinschaft vom 4. März 1991 « relatif à l'aide à la jeunesse » (bezüglich der Jugendhilfe), erhoben durch den Ministerrat.

Der Schiedshof,
zusammengesetzt aus dem Vorsitzenden D. André, dem stellvertretenden Vorsitzenden F. Debaedts sowie den Richtern K. Blanckaert, H. Boel, L. François, P. Martens und Y. de Wasseige, unter Assistenz des Kanzlers H. Van der Zwalmen, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden D. André,
verkündet nach Beratung folgendes Urteil :

I. Klagegegenstand

Durch Klageschrift vom 10. Dezember 1991, die dem Hof durch einen am 11. Dezember 1991 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief zugesandt wurde und am 12. Dezember 1991 bei der Kanzlei einging, erhebt der Ministerrat, vertreten durch den Premierminister, mit Amtssitz in 1000 Brüssel, rue de la Loi 16, Klage auf Nichtigerklärung

1. der Wortfolge « ou judiciaire » (oder Gerichts-) in Artikel 15 Absatz 1,
2. der Wortfolge « de plus de douze ans » (über zwölf Jahre alten) in Artikel 16 Absatz 2,
3. von Artikel 17 letzter Absatz,
4. der Wortfolgen « âgé de plus de quatorze ans » (über vierzehn Jahre alten) und « crime ou délit » (Verbrechen oder Vergehen) in Artikel 18 Absatz 2,
5. von Artikel 37 Absatz 1,
6. von Artikel 38 § 4, letzter Absatz,
7. der Wortfolge « en ce compris les enfants des personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie » (einschließlich der Kinder von Personen, deren Verwirkung der elterlichen Gewalt verfolgt wird) in Artikel 62 § 9,

im Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 4. März 1991 « relatif à l'aide à la jeunesse » (bezüglich der Jugendhilfe), veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 12. Juni 1991.

II. Verfahren

Durch Anordnung vom 12. Dezember 1991 bestimmte der amtierende Vorsitzende die Mitglieder der Besetzung gemäß den Artikeln 58 und 59 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof.

Die referierenden Richter waren der Ansicht, daß die Artikel 71 ff. des genannten Sondergesetzes in diesem Fall nicht anzuwenden seien.

Die Klage wurde gemäß Artikel 76 des genannten Gesetzes durch bei der Post aufgebundene Einschreibebriefe vom 8. Januar 1992, die den Empfängern am 9. und am 10. Januar 1992 überreicht wurden, zugestellt.

Die durch Artikel 74 des genannten Sondergesetzes vorgeschriebene Bekanntmachung erfolgte am 15. Januar 1992 im *Belgischen Staatsblatt*.

Durch Anordnung vom 19. Februar 1992, die auf Antrag der Exekutive der Französischen Gemeinschaft erlassen wurde, verlängerte die Vorsitzende I. Pétry die der genannten Exekutive für die Einreichung eines Schriftsatzes zugestandene Frist bis zum 9. März 1992 einschließlich.

Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch ihren Unterrichtsminister, mit Amtssitz in 1040 Brüssel, rue du Noyer 211, reichte durch einen am 6. März 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief einen Schriftsatz ein.

Eine Abschrift dieses Schriftsatzes wurde gemäß Artikel 89 des organisierenden Gesetzes durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vom 13. März 1992, der dem Empfänger am 16. März 1992 übergeben wurde, zugestellt.

Der Ministerrat reichte durch einen bei der Post aufgegebenen Einschreibebrief vom 15. April 1992 einen Erwidierungsschriftsatz ein.

Durch Anordnung vom 25. Mai 1992 verlängerte der Hof die für die Urteilsfällung festgelegte Frist bis zum 11. Dezember 1992.

Durch Beschluß vom 15. September 1992 entschied der Hof, daß infolge der Versetzung der Vorsitzenden I. Pétry in den Ruhestand und der Übernahme des Vorsitzes durch J. Wathelet der Richter Y. de Wasseige in der Besetzung den Platz einnehmen wird, der ursprünglich dem Richter J. Wathelet zugeteilt worden war.

Durch Anordnung vom 27. Oktober 1992 hat der Hof die Sache für verhandlungsreif erklärt und die Sitzung auf den 26. November 1992 festgelegt.

Diese Anordnung wurde den Parteien zugestellt, und sie sowie ihre Rechtsanwälte oder Vertreter wurden durch am 28. Oktober 1992 bei der Post aufgegebenen Einschreibebriefe, die den Adressaten am 29. und am 30. Oktober 1992 überreicht wurden, über den Verhandlungstermin in Kenntnis gesetzt.

Infolge der am 19. November 1992 erfolgten Versetzung in den Ruhestand des Vorsitzenden J. Wathelet übernimmt Richter D. André das Amt des Vorsitzenden; durch Anordnung vom 26. November 1992 bezeichnete Richter F. Debaedts, stellvertretender amtierender Vorsitzender infolge der Verhinderung des Vorsitzenden J. Delva, den Richter P. Martens, um die Besetzung zu vervollständigen, und stellte fest, daß der Richter Y. de Wasseige den Richter D. André als Berichterstatter ersetzt.

Auf der Sitzung vom 26. November 1992:

— erschienen:
 . der Ministerrat, vertreten durch M. Bertrand, Berater in der Kanzlei des Premierministers, und durch L. De Leebeeck, beigeordneter Rechtsberater beim Justizministerium;
 . die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, vertreten durch RA M. Uyttendaele und RA Ph. Coenraets, beide in Brüssel zugelassen;

— erstatteten die Richter Y. de Wasseige und H. Boel Bericht;
 — wurden M. Bertrand und die vorgenannten Rechtsanwälte gehört;
 — wurde die Rechtssache zur Beratung gestellt.

Das Verfahren verlief gemäß den Artikeln 62 ff. des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, die sich auf den Sprachgebrauch vor dem Hof beziehen.

III. In rechtlicher Beziehung

Das Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 4. März 1991 und die darin enthaltenen angefochtenen Bestimmungen

Das Dekret vom 4. März 1991 befaßt sich mit der Jugendhilfe in der Französischen Gemeinschaft.

Titel I enthält verschiedene Definitionen und legt den Anwendungsbereich des Dekretes fest.

Titel II ist den Rechten der Jugendlichen gewidmet; in Kapitel I werden deren allgemeine Garantien erläutert und in Kapitel II die Garantien zugunsten der Jugendlichen, die Gegenstand einer Uatterbringungsmaßnahme sind; in diesem Kapitel werden die Artikel 15 Absatz 1, 16 Absatz 2, 17 letzter Absatz und 18 Absatz 2 angefochten.

Die Titel III und IV befassen sich mit der Rolle und der Zusammensetzung des Bezirksrates sowie des Gemeinschaftsrates für Jugendhilfe.

Titel V führt für jeden Bezirk einen Berater und einen Direktor für Jugendhilfe ein und legt deren Aufgaben fest.

Titel VI bezieht sich auf die Hilfsmaßnahmen und beschreibt in Kapitel I diejenigen, die in den Zuständigkeitsbereich des Beraters fallen, während Kapitel II die Zuständigkeit des Jugendgerichtes in bezug auf die Jugendhilfe festlegt; in diesem Kapitel II werden die Artikel 37 Absatz 1 und 38 § 4 Absatz 2 angefochten.

Titel VII befaßt sich mit den Hilfsmaßnahmen für ausgesetzte Kinder.

Titel VIII ist der Anerkennung der Wohnstätten und der sonstigen Stellen (Kapitel I) sowie der Adoptionsinstanzen (Kapitel II) und den Subventionen gewidmet.

Die Titel IX bis XIII enthalten allgemeine, finanzielle, strafrechtliche, abändernde, aufhebende Bestimmungen und Übergangsbestimmungen; in Artikel 62, der Titel XII bildet, wird § 9 angefochten.

Titel XIV regelt das Datum des Inkrafttretens des Dekretes.

— A —

Die Klageschrift

A.1. Nach Auffassung des Klägers wird Artikel 5 § 1 II 6° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 verletzt: *in Punkt a)* durch Artikel 37 Absatz 1 des Dekretes, insofern er sich auf die Rechtsfähigkeit der Jugendlichen bezieht, ein Sachgebiet, das durch das Bürgerliche Gesetzbuch und dessen Ergänzungsgesetze geregelt wird;

in Punkt c)

— durch Artikel 15 Absatz 1, insofern er die Annahme einer gerichtlichen Überstellungsentscheidung von einem ausführlichen Bericht abhängig macht und somit die Modalitäten für die Untersuchung einer Rechtssache festlegt;

— durch Artikel 37 Absatz 1, insofern er gewissen Personen ein Klagerecht gewährt;

— durch Artikel 38 § 4 letzter Absatz, insofern er das Bestätigungsverfahren vor dem Jugendgericht regelt;

— durch Artikel 62 § 9, insofern er die nationale Zuständigkeit zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens bezüglich der Verwirkung der elterlichen Gewalt betrifft;

— durch Artikel 17 letzter Absatz, insofern er vorsieht, daß dem Rechtsanwalt des Jugendlichen die Schlussfolgerungen des Berichtes und der Sozialstudie, auf deren Grundlage er die Revision der Maßnahme beim Gericht beantragen kann, mitgeteilt werden,

wobei diese Artikel jeweils in ihrem Geltungsbereich das Verfahren vor dem Jugendgericht regeln;

in Punkt d) durch die Artikel 16 und 18 des Dekretes, insofern diese sich auf die Festlegung der Maßnahmen beziehen, die gegenüber Minderjährigen, die eine als Straftat bezeichnete Tat begangen haben, ergriffen werden können, sei es weil diese Artikel (16 und 18) das Alter des Minderjährigen festlegen, ab dem eine solche Maßnahme beschlossen werden kann, oder sei es, weil er (Artikel 18) die Art der Straftaten bestimmt, für die diese oder jene Maßnahme beschlossen werden kann;

in Punkt e) durch Artikel 62 § 9 des Dekretes, insofern er den Sachbereich der Verwirklichung der elterlichen Gewalt regelt.

Die Klageschriften

In bezug auf Artikel 15

A.2.a. In der Hauptsache sieht die Exekutive der Französischen Gemeinschaft den in dieser Bestimmung vorgesehenen ausführlichen Bericht nicht als eine Verfahrensregel, sondern als eine Voraussetzung für die Ausübung der sachlichen Zuständigkeit der Jugendrichter an; da die Gemeinschaften fortan befugt seien, um die sachliche Zuständigkeit der Jugendgerichte zu regeln, sei diese Bestimmung nicht mit dem Fehler einer Kompetenzüberschreitung behaftet.

Hilfsweise behauptet die Exekutive — falls der Hof davon ausgeht, daß es sich um eine Verfahrensregel handelt —, die Anwendungsbedingungen von Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in seiner am 8. August 1988 abgeänderten Fassung seien in diesem Fall erfüllt; hierzu beruft sie sich auf die diesbezügliche Rechtsprechung des Hofes.

Nach ihrem Dafürhalten ist das Erfordernis eines ausführlichen Berichts, womit die Rechte der Minderjährigen in der Französischen Gemeinschaft ausgedehnt werden sollen, einerseits kein Sachbereich, der eine einheitliche Behandlung auf nationaler Ebene erfordere, und es hat andererseits nur eine geringe Auswirkung auf die Verfahrensregeln, da der spätere Verlauf dieses Verfahrens nach der Hinterlegung des Berichts nicht abgeändert würde; und schließlich sei die Bestimmung, die eine bessere Kontrolle der Überstellungen zwischen Einrichtungen gewährleisten soll, für die Ausübung der Gemeinschaftszuständigkeit im Bereich des Jugendschutzes notwendig.

A.2.b. Der Ministerrat seinerseits bestreitet die in der Hauptsache vorgenommene Analyse von Artikel 15 des Dekrets, da er davon ausgeht, daß diese Bestimmung nicht die sachliche Zuständigkeit der Jugendgerichte betrifft; im übrigen behauptet er, die Tatsache, daß der Sondergesetzgeber dem Nationalstaat die Zuständigkeit in bezug auf die Verfahrensregeln vorbehalten habe, schließe eben eine solche differenzierte Behandlung aus, und im übrigen sei die Notwendigkeit, daß die Gemeinschaft in diesen Zuständigkeitsvorbehalt eingreife, nicht erwiesen.

Da die Daseinsberechtigung dieser Bestimmung darin bestehe (siehe Vorarbeiten), « der illegalen Praxis der verschleierte Disziplinarüberstellungen, die durch Wohnstätten — manchmal sogar ohne Wissen der Unterbringungsbehörde — organisiert werden, ein Ende zu bereiten », sei das Eingreifen des Gemeinschaftsdekretgebers in das Gerichtsverfahren für die Verwirklichung dieser Zielsetzung nicht erforderlich.

In bezug auf Artikel 16

A.3.a. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft verweist zunächst darauf, daß die Zuständigkeit in bezug auf den Jugendschutz grundsätzlich den Gemeinschaften obliege und daß es ihrer Meinung nach somit erforderlich sei, die Ausnahmen von dieser Zuständigkeit restriktiv auszulegen. Sie streitet ab, daß die Altersbedingung (über zwölf Jahre alt) dazu diene, Maßnahmen zu beschließen, die gegenüber Minderjährigen getroffen werden könnten, die eine als Straftat bezeichnete Tat begangen haben; ihrer Ansicht nach verfälscht diese Bedingung nämlich in keiner Weise die Unterbringungsmaßnahme und hebt sie auch nicht auf, da sie weiterhin in privaten Anstalten angewandt werden könne; diese Altersbedingung müsse eher als Bedingung für den Zugang zu Unterbringungseinrichtungen angesehen werden und nicht als eine Modalität einer Unterbringungsmaßnahme. Bei dieser Auslegung obliege Artikel 16 somit der Zuständigkeit der Gemeinschaft.

Sollte der Hof dieser These nicht folgen, geht die Exekutive der Französischen Gemeinschaft hilfsweise davon aus, daß in diesem Fall ebenfalls die Anwendungsbedingungen von Artikel 10 gegeben sind.

A.3.b. Der Ministerrat weist diese Auslegung von Artikel 16 zurück; seiner Ansicht nach bildet das Alter, ab dem eine Maßnahme angewandt werden kann, einen Bestandteil der Maßnahme; hierzu bezieht er sich auf ein Urteil des Hofes (Nr. 2/92), wonach der Nationalgesetzgeber weiterhin zuständig ist, um den Inhalt der gegenüber Minderjährigen, die eine als Straftat bezeichnete Tat begangen haben, ergreifbaren Maßnahmen zu bestimmen; genauso wie die Dauer ein inhaltliches Element dieser Maßnahmen darstellt, gilt dies auch für das Alter, ab dem eine Maßnahme angewandt werden kann. Nach seiner Ansicht « stellt die Auferlegung von Altersgrenzen für die Anwendung einer Maßnahme eben eine Verfälschung dieser Maßnahme dar », und bildet aufgrund dessen eine Kompetenzüberschreitung.

Im übrigen bestreitet der Ministerrat, die impliziten Befugnisse könnten angewandt werden; die Auswirkungen eines solchen Eingriffes seien nicht geringfügig, da die gegenüber einem Minderjährigen unter zwölf Jahren getroffenen Maßnahmen nur in einer privaten Einrichtung durchgeführt werden könnten, ohne daß die Exekutive begründe, weshalb diese Altersbestimmung für die Organisation der Unterbringungseinrichtungen notwendig sei.

In bezug auf Artikel 17 letzter Absatz

A.4.a. Nach Ansicht der Exekutive der Französischen Gemeinschaft kann die Mitteilung der Schlussfolgerungen des medizinisch-psychologischen Berichtes an den Rechtsanwalt des Jugendlichen — etwaige Grundlage einer Revisionsklage — nicht als eine Verfahrensregel angesehen werden, da das Jugendgericht zu diesem Zeitpunkt noch nicht befaßt wurde und es folglich noch nicht die Schlussfolgerungen dieses Berichtes angefordert habe.

A.4.b. Der Ministerrat weist dieses chronologische Argument zurück, indem er geltend macht, « daß es sich bei der vom Richter angeordneten Unterbringungsmaßnahme um eine provisorische Maßnahme handeln kann, die in der Phase der Vorbereitung des endgültigen Urteils stattfinden kann, und daß die während dieser Zeit übermittelten Unterlagen als Verfahrensakten anzusehen sind ». Die Gemeinschaften könnten im übrigen nicht die Verteidigungsrechte gewährleisten, indem sie das Verfahren der Jugendgerichtsbarkeit regeln.

In bezug auf Artikel 18

A.5.a. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft bezieht sich im wesentlichen auf die bezüglich des Artikels 18 angeführten Argumente und wiederholt, daß die Festlegung einer Altersbedingung (über vierzehn Jahre) und die Beschreibung der Art der Straftat (Verbrechen oder Vergehen) als Bedingungen für den Zugang zu den öffentlichen Einrichtungen anzusehen sind und einem bestimmten pädagogischen Konzept entsprechen, nicht aber als Bestimmung von Maßnahmen, die gegenüber Minderjährigen ergriffen werden könnten, die eine als Straftat bezeichnete Handlung begangen haben.

A.5.b. Der Ministerrat beruft sich ferner auf die Antwort bezüglich des Artikels 16.

In bezug auf Artikel 37 Absatz 1

A.6.a. Nach Auffassung der Exekutive der Französischen Gemeinschaft ist die Verleihung des Rechtes, vor Gericht aufzutreten, an einen Minderjährigen über vierzehn Jahre Bestandteil der grundsätzlichen Zuständigkeit der Gemeinschaften in dem oben in Erinnerung gerufenen Sachbereich, insofern dieses Recht die Befugnis

ratione personae der Jugendgerichte erweitert. Außerdem bestreitet sie, daß die Bestimmungen über die Rechtsfähigkeit ausschließlich im Bürgerlichen Gesetzbuch enthalten seien; in jedem Fall sei der Eingriff der Gemeinschaften in die nationale Zuständigkeit punktuell, geringfügig und notwendig und könne nach Auffassung der Exekutive durch Inanspruchnahme von Artikel 10 des Sondergesetzes gedeckt werden.

A.6.b. Der Ministerrat seinerseits streitet ab, daß die Bedingungen zur Anwendung von Artikel 10 des Sondergesetzes im vorliegenden Fall erfüllt seien, und beruft sich auf die hilfsweise zu Artikel 15 entwickelte Beweisführung.

In bezug auf Artikel 38 § 4 letzter Absatz

A.7.a. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft erinnert an ihre grundsätzliche Zuständigkeit im Bereich der Festlegung der sachlichen Zuständigkeit der Jugendgerichtsbarkeiten und verweist unter anderem auf das Urteil des Hofes Nr. 40/91, das den Gemeinschaften die Befugnis zuerkennt, eine Frist für die Maßnahmen, die von den Jugendgerichten ergriffen werden können, festzulegen. Sie wiederholt, daß in jedem Fall die Bedingungen zur Anwendung von Artikel 10 in der vorliegenden Sache erfüllt seien, und beruft sich ebenfalls auf die bezüglich des Artikels 15 entwickelte Beweisführung.

A.7.b. Der Ministerrat beruft sich seinerseits auf seine ursprüngliche Klageschrift.

In bezug auf Artikel 62 § 9

A.8.a. Die Exekutive der Französischen Gemeinschaft erinnert an die allgemeine Beschaffenheit (für alle Jugendlichen, « wer sie auch sein mögen ») ihrer Zuständigkeit im Bereich des Jugendschutzes und führt an, « daß man sich vernünftigerweise fragen kann, warum das Dekret nicht in bezug auf Kinder von Personen, deren Verwicklung der elterlichen Gewalt verfolgt wird, Maßnahmen aufheben könnte, die auch bezüglich der anderen Jugendlichen aufgehoben wurden »; im übrigen befürchtet die Exekutive der Französischen Gemeinschaft, daß es den ordentlichen Gerichtsbarkeiten nach der These des Ministerrates genügen würde, ein Verfahren zur Verwicklung der elterlichen Gewalt einzuleiten, damit die Anwendung der Gemeinschaftsgesetzgebung verhindert werde, was nach Auffassung der Exekutive gegen den Grundsatz der Verhältnismäßigkeit in der Ausübung der Zuständigkeiten, so wie der Hof ihn erkannt habe, verstoßen würde.

A.8.b. Auch in bezug auf diese Bestimmung beruft der Ministerrat sich auf seine ursprüngliche Klageschrift.

— B —

B.1. Gemäß Artikel 59 *bis* § 2 *bis* der Verfassung regeln die Gemeinschaften, jede für ihren Bereich, die personenbezogenen Angelegenheiten, die durch ein mit besonderer Mehrheit verabschiedetes Gesetz festgelegt werden.

Artikel 5 § 1 II 6° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen in der durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung führt als personenbezogene Angelegenheiten an:

« 6° der Jugendschutz, einschließlich des Sozial- und Gerichtsschutzes, jedoch mit Ausnahme

a) der zivilrechtlichen Regeln bezüglich der Rechtsstellung der Minderjährigen und der Familie, so wie sie durch das Bürgerliche Gesetzbuch und die es ergänzenden Gesetze festgelegt sind;

b) der strafrechtlichen Regeln, durch welche die gegen den Jugendschutz verstoßenden Verhaltensweisen als Straftaten bezeichnet und diese Verstöße unter Strafe gestellt werden, einschließlich der auf die Strafverfolgung züglichen Bestimmungen, unbeschadet des Artikels 11;

c) der Organisation der Jugendgerichte, deren örtlicher Zuständigkeit und des Verfahrens vor diesen Gerichten;

d) der Angabe der Maßnahmen, die gegenüber Minderjährigen, welche eine als Straftat bezeichnete Tat erlitten haben, getroffen werden können;

e) der Entziehung der elterlichen Gewalt und der Aufsicht über die Familienzulagen oder andere Sozialleistungen. »

Was die angefochtenen Bestimmungen betrifft

In bezug auf Artikel 15

B.2.a. Artikel 15 des Dekretes vom 4. März 1991 besagt:

« Jede Entscheidung über die Überstellung eines Jugendlichen von einer Wohnstätte in eine andere wird von der Verwaltungs- oder Gerichtsbehörde getroffen, die die Unterbringung vorgenommen hat. Die Entscheidung wird nach Einsichtnahme eines ausführlichen Berichtes getroffen, von dem eine Abschrift ebenfalls der zuständigen Verwaltung zugesandt wird.

Die Überstellung eines Jugendlichen, der die in Artikel 7 Absatz 1 erwähnte Unterstützung erhält, kann mit Ausnahme von Gesundheits- oder Sicherheitsgründen erst nach der Zustimmung der Personen, auf die sich dieselbe Bestimmung bezieht, vorgenommen werden.

Außer im Falle der Dringlichkeit wird der Jugendliche in angemessener Weise über die Gründe der Überstellung und die Beschaffenheit seiner neuen Aufnahmeumgebung informiert. »

B.2.b. Nach Darstellung des Ministerrates würde Absatz 1, insofern er vorsieht, daß die Gerichtsbehörde, die den Jugendlichen von einer Wohnstätte in eine andere überstellt, dies nur nach Einsichtnahme eines ausführlichen Berichtes tun kann, aus diesem Bericht eine Verfahrensakte machen und somit eine Modalität für die Untersuchung der Rechtssache festlegen; auf diese Weise würde er gegen Artikel 5 § 1 II 6° c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 verstoßen, aufgrund dessen das Verfahren vor den Jugendgerichten in den Zuständigkeitsbereich des nationalen Gesetzgebers fällt.

B.3.a. Entsprechend der neuen Bestimmung von Artikel 5 § 1 II 6° des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung umfaßt der Jugendschutz sowohl den Gerichts- als auch den Sozialschutz.

Gemäß dieser Bestimmung können die Gemeinschaften unbeschadet der Literä d) und e) die Jugendschutzmaßnahmen bestimmen und in der Ausübung dieser Befugnis die sachliche Zuständigkeit der Jugendgerichtsbarkeiten ändern.

B.3.b. Gemäß den Vorarbeiten zum Dekret (Dok. C.C.F., (1990-1991), Nr. 165/1, S. 17) besteht die Daseinsberechtigung der angefochtenen Bestimmung darin, « der ingesetzlichen Praxis der verschleierte Disziplinarüberstellungen, die durch Wohnstätten — manchmal sogar ohne Wissen der Unterbringungsbehörde — organisiert werden, ein Ende zu bereiten ». Indem der Gesetzgeber die Aufstellung eines ausführlichen Berichtes vorschreibt, der von der über die Überstellung befindenden Behörde berücksichtigt werden muß, möchte er sich vergewissern, ob « die Unterbringung eines Jugendlichen in einer anderen, geeigneteren Wohnstätte angesichts der Umstände des jeweiligen Falles vorzuziehen ist (*ibidem*) ».

Die Gemeinschaften können bei der Ausführung der unter B.3.a erwähnten Befugnisse die Beachtung von Grundbedingungen einbeziehen, die unter anderem auf dem Interesse des Jugendlichen beruhen; daraus ergibt sich, daß im vorliegenden Fall der Dekretgeber eine Entscheidung über eine Überstellung von einer Wohnstätte in eine andere gütigerweise davon abhängig machen kann, daß das Jugendgericht deren Begründetheit angesichts der jeweiligen Umstände der einzelnen Akten feststellt.

B.4.a. Indem der Dekretgeber jedoch vorsah, daß der Überstellungsantrag in einem ausführlichen Bericht der Wohnstätte, die der Jugendliche zu verlassen hätte, begründet wird, beschränkt er allerdings — durch Vorsehen einer genauen Untersuchungsform — die Modalitäten für die Erfüllung der vorgenannten Grundbedingung und regelt auf diese Weise das Verfahren vor dem Jugendgericht, das gemäß Artikel 5 § 1 II 6° c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der Zuständigkeit des Nationalgesetzgebers unterliegt.

B.4.b. Entsprechend Artikel 10 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 können die Gemeinschaften, insofern dies für die Ausübung ihrer Befugnisse erforderlich ist, eine Angelegenheit regeln, für die im Prinzip der Staat zuständig ist, und zwar entweder kraft eines ausdrücklichen Vorbehaltes im Gesetz — was für den vorliegenden Fall gilt — oder aufgrund der Residualkompetenz. Um mit dem durch das Sondergesetz eingeführten System der ausschließlichen Zuständigkeiten vereinbar zu sein, ist die Berufung auf Artikel 10 dieses Gesetzes nur unter der zweifachen Bedingung zulässig, daß die vorbehaltenen Angelegenheit für eine differenzierte Regelung in Frage kommt und daß die Auswirkung auf die vorbehaltene Angelegenheit nur sehr gering ist.

Artikel 15 Absatz 1 des Dekretes unterliegt weiterhin dem Anwendungsbereich von Artikel 10, insofern er die gerichtliche Entscheidung über die Überstellung eines Jugendlichen von einer Wohnstätte in die andere von einem ausführlichen Bericht abhängig macht.

Der Dekretgeber konnte der Ansicht sein, daß diese Bestimmung aus den unter B.3.b. erwähnten Gründen für die Ausübung seiner Befugnisse erforderlich war. Im übrigen ist davon auszugehen, daß die Auswirkung auf das Verfahren vor dem Jugendgericht nur sehr gering ist, da kein wichtiges Element dieses Verfahrens von der Gemeinschaftsbestimmung betroffen ist.

Artikel 15 beschränkt nämlich in keiner Weise die Beurteilungsbefugnis des Richters in bezug auf die Zweckdienlichkeit einer Überstellung. Er schreibt lediglich vor, daß vor jeder Entscheidung zur Überstellung eines Jugendlichen von einer Wohnstätte in eine andere ein Bericht verfaßt werden muß. Er bezieht sich nicht auf die Überstellungen, deren Ausgangs- oder Bestimmungsort Anstalten sind, die zur Gruppe der öffentlichen Einrichtungen gehören.

Folglich ist Artikel 15 Absatz 1 nicht mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet.

In bezug auf die Artikel 16 und 18

B.5.a. Artikel 16 des Dekrets besagt:

« Die Exekutive legt die allgemeine Ordnung der Gruppe der öffentlichen Einrichtungen fest. Dem Jugendlichen wird bei seiner Aufnahme ein Exemplar der allgemeinen Ordnung sowie der besonderen Ordnung der Anstalt überreicht.

Die Zugang zu den in Absatz 1 bezeichneten Anstalten ist den über zwölf Jahre alten Jugendlichen vorbehalten, die wegen einer als Straftat bezeichneten Tat verfolgt werden und infolgedessen Gegenstand einer Unterbringungsmaßnahme in Ausführung von Artikel 37 4° von Artikel 41 oder von Artikel 49 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz sind.

Die Gruppe der öffentlichen Einrichtungen kann die Annahme eines in Anwendung von Absatz 2 untergebrachten Jugendlichen nur aus Gründen des Platzmangels verweigern. »

Artikel 18 besagt:

« Die Aufnahme in eine geschlossene Umgebung kann nur einer Anstalt anvertraut werden, die der Gruppe der öffentlichen Einrichtungen angehört.

Diese Aufnahme ist dem über vierzehn Jahre alten Jugendlichen vorbehalten, der für eine als Verbrechen oder Vergehen bezeichnete Tat verfolgt und in Ausführung eines Gerichtsurteils, das eine solche Unterbringung ausdrücklich vorschreibt, untergebracht wird.

Die Exekutive stellt den betreffenden Anstalten die für die Ausübung ihrer pädagogischen und erzieherischen Aufgaben erforderlichen Mittel zur Verfügung. »

B.5.b. Nach Ansicht des Ministerrates liege ein Verstoß gegen Artikel 5 § 1 II 6 d) vor, der die « Angabe der Maßnahmen, die gegenüber Minderjährigen, welche eine als Straftat bezeichnete Tat begangen haben, getroffen werden können » dem Nationalgesetzgeber vorbehält, und zwar:

- durch Artikel 16 Absatz 2 des Dekretes, insofern er den Zugang zu der Gruppe der öffentlichen Einrichtungen den über zwölf Jahre alten Jugendlichen vorbehält und somit die Tragweite von Artikel 37 4° des Gesetzes vom 8. April 1965 einschränkt und insofern er einen wesentlichen Aspekt der Maßnahme regelt, nämlich die Alterskategorie, auf die sie Anwendung finden kann;

- durch Artikel 18 Absatz 2, insofern er die Aufnahme in eine geschlossene Umgebung in den öffentlichen Einrichtungen der Französischen Gemeinschaft den über vierzehn Jahre alten Jugendlichen vorbehält, die eine als Verbrechen oder Vergehen bezeichnete Tat begangen haben, und somit zwei wesentliche Aspekte der Maßnahme regelt, nämlich die Alterskategorie, auf die sie Anwendung findet, sowie die Art der vom Minderjährigen begangenen Straftat.

B.6. Aufgrund des Artikels 5 § 1 II 6° d) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Sondergesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung ist die nationale Obrigkeit in bezug auf den gerichtlichen Jugendschutz weiterhin zuständig für die « Angabe der Maßnahmen, die gegenüber Minderjährigen, welche eine als Straftat bezeichnete Tat begangen haben, getroffen werden können »; dies setzt voraus, daß sie den Inhalt dieser Maßnahmen sowie die Bedingungen, unter denen sie ergriffen werden können, festlegt.

Die Elemente dieser Festlegung sind unter anderem die Bestimmung des Alters, ab dem diese Maßnahmen angewandt werden können, und die Wahl der Kategorien von Straftaten, die sie rechtfertigen. Indem Artikel 16 Absatz 2 und Artikel 18 Absatz 2 des angefochtenen Dekrets diese beiden Elemente festlegen, regeln sie eine Angelegenheit, die der ausschließlichen Zuständigkeit des Nationalgesetzgebers obliegt. In diesem Maße sind sie also mit dem Fehler der Zuständigkeitsüberschreitung behaftet.

B.7. Da der Klagegrund begründet ist, müssen in Artikel 16 Absatz 2 die Wortfolge « über zwölf Jahre alten » und in Artikel 18 Absatz 2 die Wortfolgen « über vierzehn Jahre alten » und « für eine als Verbrechen oder Vergehen bezeichnete Tat » für nichtig erklärt werden.

In bezug auf Artikel 17

B.8.a. Artikel 17 des Dekretes besagt:

« Über jeden Jugendlichen, der für eine über fünfundvierzig Tage hinausgehende Dauer in die Gruppe der öffentlichen Einrichtungen aufgenommen wird, verfaßt die interdisziplinäre Arbeitsgruppe der ihn aufnehmenden Anstalt einen medizinisch-psychologischen Bericht.

Die Exekutive bestimmt die Zusammensetzung der interdisziplinären Arbeitsgruppe. Sie legt ebenfalls die Rubriken fest, die der medizinisch-psychologische Bericht enthalten muß.

Dieser Bericht wird innerhalb von fünfundsiebzig Tagen nach dem Aufnahmedatum der Unterbringungsbehörde und der zuständigen Verwaltung übermittelt. Quartalsberichte vervollständigen diesen Bericht.

Über jeden Jugendlichen, der für eine über fünfundvierzig Tage hinausgehende Dauer in die Gruppe der öffentlichen Einrichtungen aufgenommen wird, verfaßt die Sozialabteilung der Dienststelle für Gerichtsschutz eine Sozialstudie. Die Exekutive legt die Rubriken fest, die die Sozialstudie enthalten muß.

Diese Studie wird innerhalb von fünfundsiebzig Tagen nach dem Aufnahmedatum der Unterbringungsbehörde, der Anstalt und der zuständigen Verwaltung übermittelt. Quartalsberichte vervollständigen diese Studie.

Der Rechtsanwalt des Jugendlichen erhält die Schlußfolgerungen des medizinisch-psychologischen Berichtes und der Sozialstudie, auf deren Grundlage er eine Revision der Maßnahme beantragen kann. »

B.8.b. Nach Ansicht des Ministerrates ist der sechste Absatz dieser Bestimmung « einer Verfahrensregel gleichzusetzen », die kraft Artikel 5 § 1 II 6° c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 nur vom Nationalgesetzgeber festgelegt werden kann.

B.9. Gemäß den Vorarbeiten des Dekrets (*Dok. C.C.F.*, (1990-1991), Nr. 165/1 (Begründungsschrift), S. 18) « ist es wichtig, darauf zu achten, daß die Unterbringung eines jeden Jugendlichen insbesondere hinsichtlich seiner Persönlichkeit gerechtfertigt ist. Deshalb ist ein medizinisch-psychologischer Bericht durch die interdisziplinäre Arbeitsgruppe der Anstalt zu verfassen, um gegebenenfalls eine ungeeignete Unterbringung, mit der eine dem verfolgten Ziel entgegengesetzte Wirkung erzielt würde, festzustellen. ... Aus dem gleichen Grund ist ebenfalls ... eine Sozialstudie durch die Sozialabteilung der Dienststelle für Gerichtsschutz vorgesehen. »

Diese Bestimmung ist Teil einer Reihe von Bestimmungen des Dekrets, die dem Gemeinschaftsdekretgeber zufolge die Beachtung der Grundrechte der Jugendlichen gewährleisten sollen; gemäß der Begründungsschrift (S. 6) « führt es (das Dekret) somit eine Reihe von Garantien bezüglich der Beachtung der Verteidigungsrechte des Jugendlichen ein ... Diese Garantien beziehen sich unter anderem auf das Recht, informiert zu werden, seinen persönlichen Standpunkt vorzubringen und seine philosophischen, politischen und religiösen Überzeugungen achten zu lassen; ... es (das Dekret) schenkt der Lage der Jugendlichen, die Gegenstand einer Unterbringung sind, eine besondere Aufmerksamkeit und stellt zu ihren Gunsten — einschließlich der jugendlichen Straftäter — eine Reihe von Garantien auf, die bei einer Aufnahme in eine geschlossene Umgebung umso strenger ausfallen. »

B.10. Artikel 17 Absatz 6 des Dekretes schreibt jedoch in keiner Weise neue Unterlagen vor, deren Übergabe eine Bedingung für die Zulässigkeit eines Revisionsantrags wäre. Er schreibt lediglich den betreffenden Dienststellen vor, dem Rechtsanwalt des Jugendlichen Informationen zu übermitteln. Er enthält somit keine Verfahrensregel, für die kraft Artikel 5 § 1 II 6° c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der Nationalgesetzgeber zuständig ist.

Der Klagegrund ist unbegründet.

In bezug auf Artikel 37, § 1

B.11. Artikel 37 des Dekretes besagt:

« Das Jugendgericht befindet über Streitigkeiten bezüglich der Gewährung, Verweigerung oder Anwendungsmodalitäten einer unterstützenden Einzelmaßnahme, mit denen es entweder von einer der Personen, die die elterliche Gewalt über den Jugendlichen ausüben oder ihn rechtlich oder faktisch in ihrer Obhut haben, oder vom Jugendlichen selbst, wenn er über vierzehn Jahre alt ist, befaßt wird. Das Jugendgericht beendet die Streitigkeit, indem es eine Einigung zwischen den Parteien erzielt.

Scheitert die Schlichtung, so entscheidet das Jugendgericht über die Streitigkeit, mit der es befaßt wurde.

Das Urteil des Jugendgerichtes stellt kein Hindernis dar, um eine vom Gerichtsurteil abweichende Einigung zu erzielen und durchzuführen, die im nachhinein zwischen den Parteien getroffen wird. Diese Einigung kann dem Gericht mitgeteilt werden. »

B.12. Nach Ansicht des Ministerrates verstößt Absatz 1 gegen Artikel 5 § 1 II 6° a) und c) des Sondergesetzes vom 8. August 1980, indem er einerseits das Verfahren regelt, insofern er gewissen Personen ein Klagerecht einräumt, und andererseits die Rechtsfähigkeit der über vierzehn Jahre alten Minderjährigen verändert.

B.13. Gemäß Artikel 5 § 1 II 6° a) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung ist der Nationalgesetzgeber weiterhin zuständig für die « zivilrechtlichen Regeln bezüglich der Rechtsstellung der Minderjährigen und der Familie, so wie sie durch das Bürgerliche Gesetzbuch und die es ergänzenden Gesetze festgelegt sind ». Diese durch das Gesetz vom 8. August 1988 eingeführte Formulierung hat den Begriff « dem Zivilrecht unterstehende Angelegenheiten » ersetzt.

Artikel 37 Absatz 1 des Dekretes wirkt sich insofern, als er den über vierzehn Jahre alten Jugendlichen das Recht einräumt, das Jugendgericht zu befragen, auf die Rechtsstellung des Jugendlichen aus, jedoch aus dem Blickwinkel des Gerichtsgesetzes und nicht des Familienrechts.

Der Klagegrund ist nicht begründet, insofern er die Verletzung der vorgenannten Bestimmung geltend macht.

B.14. Die Gemeinschaften können künftig die sachliche Zuständigkeit der Jugendgerichtsbarkeiten ändern. Die Befugnis, über Streitigkeiten bezüglich der Gewährung, Verweigerung oder Anwendungsmodalitäten von unterstützenden Einzelmaßnahmen zu befinden, schließt die Befugnis ein, die Personen zu bestimmen, die an diesen Streitigkeiten beteiligt sein können.

Der Klagegrund ist unbegründet, insofern er den Verstoß gegen Artikel 5 § 1 II 6° c) des Sondergesetzes geltend macht.

In bezug auf Artikel 38 § 4

B.15.a. Artikel 38 des Dekretes besagt:

« § 1. Das Jugendgericht befindet über die gegenüber einem Kind, seiner Familie oder seinen Familienangehörigen anwendbaren Maßnahmen, wenn die körperliche oder geistige Unversehrtheit eines Kindes, auf das sich Artikel 2 Absatz 1 2° bezieht, derzeit schwer gefährdet ist und wenn eine der Personen, die die elterliche Gewalt über das Kind ausüben oder es rechtlich oder faktisch in ihrer Obhut haben, die Hilfe des Beraters abweist oder es unterläßt, sie anzuwenden.

§ 2. Es wird davon ausgegangen, daß die körperliche oder geistige Unversehrtheit schwer gefährdet ist, wenn das Kind entweder gewöhnlicherweise oder in wiederholter Weise ein Verhalten an den Tag legt, das sie tatsächlich und unmittelbar gefährdet, oder wenn das Kind Opfer einer schweren Vernachlässigung, von Mißhandlung, Gewaltmißbrauch oder sexuellem Mißbrauch ist, wodurch es direkt und unmittelbar bedroht wird.

§ 3. Das Jugendgericht kann, nachdem es die Notwendigkeit der Zwangsmaßnahme festgestellt hat, in den in den § 1 und 2 bezeichneten Fällen:

1° das Kind, seine Familie und seine Familienangehörigen oder einen von ihnen erzieherischen Vorschriften oder Begleitmaßnahmen unterwerfen;

2° in Ausnahmefällen beschließen, daß das Kind im Hinblick auf seine Behandlung, seine Erziehung, seine Schulausbildung oder seine Berufsausbildung zeitweilig außerhalb seines Familienkreises untergebracht wird;

3° wenn das Kind über sechzehn Jahre alt ist, ihm erlauben, eine eigene oder beaufsichtigte Wohnung zu beziehen und ins Bevölkerungsregister dieses Wohnortes eingetragen zu werden.

Gemäß Artikel 7 Absatz 2 werden diese Maßnahmen vom Direktor durchgeführt, der von der Dienststelle für Gerichtsschutz unterstützt wird.

§ 4. Unter Einhaltung von Artikel 7 Absatz 2 ist der Direktor nicht gehalten, die Einwilligung eines über vierzehn Jahre alten Kindes oder der Person, deren vorherige Verweigerung das Jugendgericht gemäß § 1 festgestellt hat, zu erhalten, um die Anwendung der Maßnahme innerhalb der Grenzen abzuändern, die das Jugendgericht gemäß § 3 beschlossen hat.

Der Direktor kann eine andere Maßnahme beschließen, die die Zustimmung der Parteien findet. Er teilt dem Jugendgericht sowie dem Berater dies mit. Mit der Genehmigung der Einigung durch das Jugendgericht sind die Auswirkungen der gerichtlichen Entscheidung aufgehoben. Ab dem Datum der Genehmigung kann der Berater die neue Maßnahme, die die Zustimmung der Parteien findet, anwenden. Das Gericht kann die Genehmigung nur dann verweigern, wenn die Einigung gegen die öffentliche Ordnung verstößt. »

B.15.b. Nach Ansicht des Ministerrates verstößt Artikel 38 § 4 letzter Absatz, indem dieser vorsieht, daß die Genehmigung die gerichtliche Entscheidung aufhebt und daß die neue Entscheidung sofort nach der Genehmigung angewandt werden kann, gegen Artikel 5 § 1 II 6° c) des Sondergesetzes, in dem Maße, wie er auf diese Weise das Genehmigungsverfahren regelt.

B.16. Indem der Gemeinschaftsdekretgeber diese Genehmigung vorsah und das Zustandekommen der Einigung von ihr abhängig machte, hat er keinesfalls das Genehmigungsverfahren geregelt, das im wesentlichen die Form des Antrags, die Befassung oder Nichtbefassung der Staatsanwaltschaft, die der Gerichtsperson auferlegte Frist zur Entscheidung oder das Vorhandensein von Rechtsmitteln, aber nicht die Formbedingungen in bezug auf die Realität oder den Inhalt der Einigung umfaßt.

Der Klagegrund ist unbegründet.

In bezug auf Artikel 62 § 9

B.17.a. Artikel 62 § 9 des Dekretes besagt:

« Die Artikel 52 und 53 dieses Gesetzes werden aufgehoben, insofern sie die gefährdeten Minderjährigen, die Minderjährigen, die Gegenstand einer elterlichen Besserungsklage sind, und die Minderjährigen, die als Bettler oder Umherziehende aufgegriffen werden, einschließlich der Kinder von Personen, deren Verwirkung der elterlichen Gewalt verfolgt wird, betreffen. »

B.17.b. Nach Ansicht des Ministerrates verstößt diese Bestimmung gegen Artikel 5 § 1 II 6° c) und e) des Sondergesetzes vom 8. August 1980, wonach die Zuständigkeit zur Festlegung der Bedingungen und des Verfahrens bezüglich der Verwirkung der elterlichen Gewalt der Nationalgewalt vorbehalten ist; Artikel 62 § 9 greife in den nationalen Zuständigkeitsbereich ein, indem er in bezug auf die Kinder von Personen, deren Verwirkung der elterlichen Gewalt verfolgt wird, die in den Artikeln 52 und 53 des Gesetzes vom 8. April 1965 erwähnten provisorischen Maßnahmen und Unterbringungen abschafft.

B.18.a. Aus Artikel 5 § 1 II 6° e) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 in der durch das Gesetz vom 8. August 1988 abgeänderten Fassung geht hervor, daß die nationale Obrigkeit unter anderem weiterhin zuständig ist für die « Entziehung der elterlichen Gewalt ».

Der Sondergesetzgeber beabsichtigte somit, daß alle Regeln, die im Rahmen eines Verwirkungsverfahrens für die Wahrung der Interessen des Kindes erforderlich sind, weiterhin in den nationalen Zuständigkeitsbereich fallen.

B.18.b. Die Artikel 52 und 53 des Gesetzes vom 8. April 1965 enthalten solche Regeln; da das Verfahren der Verwirkung der elterlichen Gewalt ein langes Verfahren ist, das Untersuchungsmaßnahmen erfordert, zwingt das Warten auf das Urteil in der Hauptsache häufig zu provisorischen Maßnahmen, die in diesen Bestimmungen vorgeschrieben sind. Insofern diese Maßnahmen im Rahmen des Verwirkungsverfahrens angewandt werden können, ist davon auszugehen, daß sie gemäß Artikel 5 § 1 II 6° e) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 der alleinigen Zuständigkeit des Nationalgesetzgebers obliegen.

Es oblag also nicht dem Dekretgeber, sie in bezug auf « Kinder von Personen, deren Verwirkung der elterlichen Gewalt verfolgt wird » aufzuheben. Der Klagegrund ist begründet, insofern er den Verstoß gegen Artikel 5 § 1 II 6° e) des Sondergesetzes geltend macht.

B.19. Da der auf dem Verstoß gegen Artikel 5 § 1 II 6° c) beruhende Klagegrund nicht zu einer umfassenderen Nichtigerklärung führen kann, liegt kein Anlaß vor, ihn zu prüfen.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

erklärt im Dekret der Französischen Gemeinschaft vom 4. März 1991 « relatif à l'aide à la jeunesse » (bezüglich der Jugendhilfe)

— in Artikel 16 Absatz 2 die Wortfolge « de plus de douze ans » (über zwölf Jahre alten),

— in Artikel 18 Absatz 2 die Wortfolge « âgé de plus de quatorze ans » (über vierzehn Jahre alten) und « pour un fait qualifié crime ou délit » (für eine als Verbrechen oder Vergehen bezeichnete Tat),

— in Artikel 62 § 9 die Wortfolge « en ce compris les enfants de personnes dont la déchéance de l'autorité parentale est poursuivie » (einschließlich der Kinder von Personen, deren Verwirkung der elterlichen Gewalt verfolgt wird),

für nichtig;

weist die Klage im übrigen zurück.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 über den Schiedshof, in der öffentlichen Sitzung vom 21. Januar 1993 durch die vorgenannte Besetzung, in der der gesetzlich verhinderte Richter P. Martens bei dieser Urteilsverkündung durch den Richter M. Melchior ersetzt wurde.

Der Kanzler,
H. Van der Zwalmen.

Der Vorsitzende,
D. André.